

sem1 2018

allemagne.....	2
Allemagne : Les brèves de fin d'année et pour bien commencer 2018	2
Leipzig : Attaque incendiaire contre les forces répressives de l'Etat.....	2
Tübingen : Attaque du poste de police au sud de la ville.....	3
Elsterberg (Saxe) : Feu à l'antenne-radio (ou comment faire bonne usage des feux d'artifice).....	3
Stuttgart : attaque à la peinture du siège régional (Bade-Württemberg) de la police criminelle.....	4
Hambourg : Banderole en solidarité avec les personnes incarcérées pour la révolte du G20.....	5
Brême : visite incendiaire à l'entreprise des fachos.....	5
Hambourg : ça brûle chez le concessionnaire JEEP.....	5
Aachen (Allemagne) : Refus de la révision de la peine de Lisa.....	6
Kiel, Germany – A NPD nazi member's car damaged.....	6
canada.....	7
Montreal: Solidarity Demo Outside Laval Prisons for the New Year!.....	7
Chili.....	8
Santiago, Chili : Quatre compagnon.e.s incarcéré.e.s à la suite d'une action en mémoire de Matias Catrileo à Villa Francia.....	8
espagne.....	9
Madrid, Espagne : Guerre à la spéculation immobilière !.....	9
Sabotage de plus de dix serrures d'agence immobilières à Vallekas.....	9
france.....	9
Contre la « neutralité » des scientifiques.....	9
Bure - Pluie de convocations et antirep.....	13
Notes contre la prison - Antonin Bernanos.....	14
Montiers-sur-Saulx (Meuse) : L'ancienne gendarmerie ravagée par les flammes.....	18
Chinon (Indre-et-Loire) : La ville redécorée.....	19
Gretz-Armainvilliers (Seine-et-Marne) : Le sabotage plutôt que le recours syndical !.....	19
De la nécessité de s'organiser sans mecs cis et d'inventer des espaces et pratiques de lutte qui nous soient propres.....	20
Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne) : Vive le vandalisme au collège !.....	21
Lille et Reims : Gobee.bike fait déjà marche arrière.....	22
Oise : Les chasseurs, nouveaux auxiliaires de la gendarmerie.....	22
Les vigiles équipés d'armes à feu depuis le 1er janvier 2018.....	23
Saint-Etienne : Sabotage contre l'augmentation du prix de stationnement.....	24
Début de travaux sous protection policière sur le parc éolien aveyronnais.....	26
Manifestation contre les rafles de la police à la gare de Saint Denis !.....	26
iran.....	27
Iran: The Working Class Raises Its Head.....	27
italie.....	30
Italie : Brèves d'actions directes contre l'armée, les flics, les frontières.....	30
Cremona, Italy – ENI petrol station attacked.....	33
pays-bas.....	33
The Netherlands: New Year's Eve Solidarity Action at the Rotterdam / The Hague Airport Deportation Centre.....	34
russe.....	34
Revendications du Groupe d'ouvriers anarchistes-communistes d'Ekaterinoslav.....	34
suisse.....	36
Lugano, Suisse : Manif contre le racisme, le fascisme, le capitalisme et toutes les frontières.....	36
Bâle, Suisse : Quelques bonnes résolutions pour 2018 !.....	36
Bâle, Suisse : Vitres en miettes pour le Pôle Emploi.....	36
Bâle, Suisse : Attaque à la peinture d'un comico à Kleinbasel.....	36
tunisie.....	37
Tunisie : La révolte contre la misère s'étend à travers le pays.....	37

allemagne

Allemagne : Les brèves de fin d'année et pour bien commencer 2018

...

Leipzig : Attaque incendiaire contre les forces répressives de l'Etat

Notre feu contre leur répression !

Pendant qu'à plein d'endroits on fêtait dans le vacarme la nouvelle année en trinquant jusqu'à plus soif et en rabâchant promesses et vœux, comme si toute la merde du passé pouvait simplement être balayée par une coupe de champagne, nous avons notre propre feu d'artifice : **profitant de l'occasion, nous nous sommes introduit.e.s dans la zone de Witzgallstraße, chargé.e.s d'engins incendiaires, et avons laissé nos vœux de bonne année aux flics et au procureur.** A cet endroit, les autorités répressives unissent leurs force pour remettre les jeunes « criminels » dans « le meilleur des mondes » et les intégrer au système et à sa logique d'exploitation.



Nous avons, au cours des derniers mois, assez fait l'expérience de ce que représente les fondements d'une telle société : beaucoup d'événements se sont déroulées, que nous avons vu avec pas mal d'inquiétude, beaucoup de rage et d'incompréhension. D'une part il y a – pour ne donner que quelques exemples :

- la nouvelle réforme qui restreint un peu plus le droit d'asile, qui était de toute façon déjà inhumain.
- Les nouvelles lois sur les flics et leur réarmement.
- L'acceptation de l'AfD et la droitisation de la société en général.
- Le G20 et ses conséquences : campagne de dénigrement et de calomnie, perquisitions, chasse à l'homme, publication publique d'avis de recherche, tentative d'établir des clivages, désolidarisation...
- l'interdiction d'indymedia linksunten

D'autre part, il y a notre propre paralysie et le sentiment d'impuissance voir l'absence de tollé qui auraient du suivre face à l'arbitraire permanent et au tourbillon qui nous entraîne toujours plus dans une vie de surveillance totale et d'un Etat policier menaçant. Nous sommes bien conscient.e.s que le fait de sortir de cet état d'impuissance ne fera ni vaciller ni s'effondrer l'ordre étatique. Mais nous n'entendons nullement attendre et exprimer notre critique des conditions existantes dans la tranquillité d'une cave.

Nos salutations vont à toutes les personnes incarcérées en lutte qui ne se laissent pas briser et persévèrent, à toutes les personnes qui ne consacrent pas leur énergie aux dominants et aux puissants mais qui sont en quête d'une vie libre et d'une liberté sans borne !

Des autonomes (A)

[Traduit de l'allemand de Indymedia Deutschland, 01.01.2018]

Tübingen : Attaque du poste de police au sud de la ville

Dans la nuit du 2 janvier 2018, le poste de police au sud de la ville a été recouvert de peinture. « Comme on pouvait s’y attendre, outre la répression liée au G20 et à la nouvelle loi protégeant un peu plus la police, l’année 2017 a donné de nombreuses raisons pour cette action ».

A travers leur communiqué, les assaillant.e.s tiennent à préciser qu’il n’est pas question de « demander une meilleure police, mais son abolition à long terme ».

Berlin : l’année commence bien pour les sociaux-démocrates du SPD...

Durant la nuit de la St-Sylvestre, deux bureaux parlementaires du SPD ont eu leurs vitres brisées. A Lichtenrade, le bureau de la députée Melanie Kühnemann a été attaqué à coups de parpaing, tandis qu’à Gropiusstadt (au sud de la ville), c’est le bureau de la députée Karin Korte, situé Lipschitzallee, qui a perdu une vitre.



Elsterberg (Saxe) : Feu à l’antenne-radio (ou comment faire bonne usage des feux d’artifice)

Dans la nuit du réveillon, dans cette petite ville de Saxe, des anonymes se sont introduits dans la station de base localisée, dans l’arrondissement de Vogtland, ont grimpé au mât et allumé des fusées. C’est de cette manière que les câbles posés ont pris feu.

Stuttgart : attaque à la peinture du siège régional (Bade-Württemberg) de la police criminelle

La façade du siège des enquêteurs de police a été bombardée de peinture dans la nuit du nouvel an. Les raisons de cette attaque, détaillées via un [communiqué](#), sont multiples et pour une grande partie en lien avec la répression post-G20 : multiples perquis' de centres sociaux et d'habitations, appel à la délation publique des flics, aggravation des peines pour les attaques contre la police, etc... Le communiqué se conclut par « Feu et flammes à la répression ! Pour une perspective révolutionnaire et une société libre ! Vive la solidarité internationale ! »

Hambourg : Banderole en solidarité avec les personnes incarcérées pour la révolte du G20

En solidarité avec les prisonnier.e.s du G20, nous avons aujourd'hui (samedi 30 décembre 2017) suspendu une banderole sur le pont de l'autoroute A1 entre Billwerder et Moorfleet, tout à côté de la prison de Billwerder.

« Liberté pour tou.te.s les prisonnier.e.s – No G20 – United we stand »

Des personnes ayant participé aux manifs contre le sommet du G20 y sont toujours enfermées, en détention préventive ou purgeant dès à présent leur peine d'emprisonnement. Jusqu'à présent, la manière de mener les procès du G20 nous a montrée qu'il s'agit de condamnation politique plutôt que de procès de droit commun.

La préoccupation absolue de châtier à tout prix les gens représentant le désastre du G20 des dominants fait disparaître la moindre législation reposant sur le droit : des avis de recherche publics lancés à la pelle au mépris de tout droit à la personne et appel à la délation, des énoncés montés de toute pièce par la police, collecte de délits ou de longs mois en détention préventive. En même temps, la répression ne vise que quelques personnes. Ce sont pourtant toutes les personnes qui sont descendues dans la rue début juillet et qui se sont exprimées de différentes manières contre la politique du G20. On leur adresse à plus forte raison notre solidarité. Liberté pour tou.te.s les prisonnier.e.s ! *United we stand !*



Brême : visite incendiaire à l'entreprise des fachos



Dans la nuit du 26 décembre, quelques anonymes se sont rendus au siège de l'entreprise à béton THIELEN (Industriehafen 49), ont répandu de l'essence sur plusieurs engins avant de tout faire flamber. Plusieurs camions sont ainsi partis en fumée.

Les propriétaires de cette entreprise sont tous des membres du parti raciste de l'AfD. D'ailleurs, lors des dernières élections au Bundestag, THIELEN a mis sa logistique à disposition du parti.

voir une [vidéo](#) de cette attaque incendiaire

Hambourg : ça brûle chez le concessionnaire JEEP

Dans la nuit du 20 au 21 décembre 2017, neuf véhicules du concessionnaire JEEP ont été détruits par les flammes. D'après la police, il s'agirait dans sept cas d'incendies volontaires.

Si deux véhicules JEEP ont brûlé accidentellement en raison d'un défaut technique à



Langenhorn et à Rothenburgsort, ce n'est pas le cas à Wilhelmsburg, où un véhicule a été volontairement incendié. Les flammes ont embrasé un deuxième véhicule.

Mais c'est à Langenbek que le concessionnaire a subi les dégâts les plus importants : quatre véhicules ont été incendiés. C'est un citoyen qui a découvert les flammes et alerté les pompiers. Au total, trois véhicules ont été entièrement détruits par les flammes, qui ont eu le temps d'endommager sérieusement un quatrième. Il y en aurait, d'après les premières estimations, pour 80.000 euros de dégâts.

Tous ces véhicules ont brûlé en l'espace d'une heure, précisément entre 00h50 et 01h50.

Bien qu'il n'y ait eu aucune revendication, les flics supposent que ces incendies sont en lien avec la répression qui continue de cibler les émeutier.e.s présumé.e.s du contre-G20 (chasse à l'insurgé et appel à la délation, perquisitions à la pelle, etc), notamment à travers les récentes publications publiques de photos de participant.e.s à ces journées d'émeutes et de pillages. Une [vidéo](#) de cette nuit cauchemardesque pour JEEP est en ligne sur Chronik.

[Toutes ces brèves et communiqués ont été traduites de [Chronik](#)]

Aachen (Allemagne) : Refus de la révision de la peine de Lisa

[Solidaritat Rebel](#) / dimanche 7 janvier 2018

Durant le mois de décembre dernier, la BGH (Cour fédérale de justice) a refusé la révision de la peine à l'encontre de notre compagne [Lisa](#). La peine de 7 ans et demi de prison est donc définitive. La volonté de la compagne est d'être extradée en Espagne le plus tôt possible, de façon à être plus proche de ses ami.e.s et compagnon.ne.s. Pour l'instant, elle reste incarcérée dans la même prison de Cologne (Allemagne).

Sinon, on a su que toujours en décembre, après presque un an, le Parquet de Aachen a retiré son recours contre l'acquittement de la compagne hollandaise. Nous nous réjouissons pour elle (plus d'infos sur <https://solidariteit.noblogs.org/>) !

Notre meilleure arme est la solidarité !

Kiel, Germany – A NPD nazi member's car damaged

16th December 2017

The last weekend before christmas we gave a present to the NPD fascist Herrmann Gutsche. Polyurethane foam and holes in the tyres of his Citroën guarantee festive days full of meditation.

Gutsche well deserved this antifa present. Since 2008 he's been trying to make nazi propaganda in the municipality even if he can no longer count on the local NPD association to support him. Municipal elections are due on 16th May 2018.

There's not time to wait for next christmas to give AFD and NPD fascists presents.

Talk about it, study the situation and attack!

The nazi pigs must pay for their nazi shit. Yesterday, today, tomorrow.

via:roundrobin.info

Translated by act for freedom now!

Montreal: Solidarity Demo Outside Laval Prisons for the New Year!

The post [Montreal: Solidarity Demo Outside Laval Prisons for the New Year!](#) appeared first on [It's Going Down](#).

The following report back from New Year's Eve in Montreal was one of many noise demonstrations which happened that day. [Check out IGD's roundup here](#).

On New Year's Eve, for the sixth year in a row, a noise demonstration was held in front of the Laval prisons. Despite the freezing cold, this year was marked by the greatest participation since the beginning of this tradition. More than a hundred people walked chanting "Everybody hates the police!" and "For a world without prisons or detention centers!", the whole thing accompanied by percussion, banners, whistles and fireworks in large quantities.

The group arrived in front of Montée Saint-François Institution (B-16), where the minimum security allowed us to be in direct contact with the detainees. Thanks to the windows directly facing the street, they could wave to us, see the banners and hear us. The second institution we visited was Leclerc, the former and outdated federal prison that was converted to a provincial prison for in 2015 and was a provincial prison for men and women until this summer, when it became just a provincial prison for women. The prison is very far from the road and access to it is usually prevented by the police, but the large number of people this year made it possible to get through and around the police lines with joy, everyone engaging in a rather funny race in the snow, during which several policemen were able to intimately appreciate the coolness of the powder. The inefficacy of the police allowed us to set off many fireworks in close proximity to the prison. At the same time, another group of people slipped to the opposite side of the prison to fire fireworks near the buildings where the prisoners are housed.

All this continued in front of the Laval Immigration Detention Centre, where we recalled the importance of opposing the Federal Government's project to replace the existing building with a new immigration detention centre in Laval. This project is part of a broader effort to expand the Canada Border Services Agency (CBSA)'s capacity to imprison and deport migrants. We want to see a world without borders, where everyone has access to the things they need to live with dignity. Imprisoning migrants, denying them a place to stay, and deporting them to situations of extreme danger are things we directly oppose.

The big charivari ended at the Federal Training Center, a multi level, medium and minimum security prison. When our group finally decided to split in two for the return to the bus, the police chose to take advantage of the reduced number of people to make an arrest. Fortunately, the arrested person was released the same evening, but has judicial charges.

Prisons were created to isolate people from their communities. Noise demonstrations at prisons are a concrete way to fight against repression and isolation. We want to extend a message of solidarity to folks inside and wish them a happy new year- although a truly happy new year would be one without prisons or borders and the world that needs them!

Chili

Santiago, Chili : Quatre compagnon.e.s incarcéré.e.s à la suite d'une action en mémoire de Matias Catrileo à Villa Francia

Santiago, Chili : Quatre compagnon.ne.s arrêté.e.s pour port d'armes lors de la journée en mémoire de Matias Catrileo à Villa Francia

Durant l'après-midi du 3 janvier 2018, une nouvelle activité politico-culturelle a eu lieu parmi la population de Villa Francia [1] pour commémorer la mort du paysan mapuche Matías Catrileo [2], assassiné aux mains des bâtards de la police.

Durant l'activité, des encagoulés anonymes ont réalisé une action de propagande armée et ont ensuite quitté le secteur.

C'est précisément à ce moment-là que des flics en civil, se trouvant à proximité de l'activité et au milieu des gens, auraient interpellé Fernando Droguett, Tomas Montenegro et Maitu Garay, accusés de port de fusils de chasse de fortune, d'un pistolet muni à blanc, de munitions et d'un gilet pare-balles. La police a également perquisitionné le domicile de Gonzalo Toros Fernández et l'a arrêté, l'accusant d'être lié à cette action de propagande armée. Gonzalo est un camarade âgé de 62 ans, ex-membre du MIR [3], et selon les rapports de la presse, la police auraient trouvé chez lui du salpêtre, du potassium, du charbon, du soufre, des circuits électriques avec des montres et des portables.



Selon la presse, l'opération chez le camarade Gonzalo aurait été diligenté par le bureau du Procureur du Sud, en charge des attaques à l'explosif.

Le 4 janvier, tous les compagnons ont passé un contrôle de détention officialisé par la loi sur le contrôle des armes. Bien que le tribunal ait ordonné l'assignation à domicile pour les compagnon.ne.s accusé.e.s, le ministère public a immédiatement décidé de faire appel afin de les incarcéré.e.s (à Santiago 1 et la prison pour femmes de San Miguel) jusqu'à ce que la Cour d'appel décide si tou.te.s restent en détention préventive ou en assignation à résidence.

Jeudi 6 janvier, la cour d'appel statuera sur leur sort, à savoir si tou.te.s restaient en détention provisoire ou étaient placé.e.s en assignation à résidence.

Mise-à-jour : la cour d'appel a ordonné le placement en détention préventive de Fernando Droguett, Tomas Montenegro, Gonzalo Toros Fernández et Carla Maitu Garay pour une durée de 120 jours (durée fixée pour l'enquête)

Carla Maitu Garay a été incarcérée à la prison de San Miguel, tandis que Fernando Droguett, Tomas Montenegro et Gonzalo Toros Fernández ont été incarcérés à la prison de Santiago 1.

A bas la loi sur le contrôle des armes !

Solidarité avec les compagnon.ne.s anarchistes et révolutionnaires de toutes générations en prison !

[Traduit de l'espagnol de [Publicacion Refractario](#)]

NdT :

[1] Quartier de Santiago

[2] Combattant mapuche assassiné par les forces armées d'État le 3 janvier 2008. [Une marche en sa mémoire en 2013 s'était terminée en émeute](#). Par ailleurs, il y a eu cette même année de [nombreuses attaques incendiaires en mémoire de Matias](#).

[3] Abréviations de *Movimiento de Izquierda Revolucionaria* (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire) : Groupe de lutte armée communiste (tendance marxiste-léniniste) fondé le 12 octobre 1965. En 1970, il apporte son soutien au parti de Salvadore Allende, En août 1973, il forme avec les Tupamaros uruguayens et l'ERP argentin la Junte de coordination révolutionnaire (JCR) peu avant le coup d'Etat fasciste.

espagne

Madrid, Espagne : Guerre à la spéculation immobilière !

Sabotage de plus de dix serrures d'agence immobilières à Vallekas

Dans la matinée du 27 décembre 2017, les serrures de plus de 10 sociétés immobilières ont été sabotées dans le quartier de Vallekas et a été peint, de façon très claire, « Guerre à la spéculation ». Ce quartier de Madrid, comme tant d'autres, se voit soumis aux transformations urbaines qu'imposent le capitalisme et l'Etat. La spéculation immobilière, dont les principaux bénéficiaires sont les agences immobilières, s'accompagne d'une vague de renforcement de la présence policière dans le quartier justifiée par les médias avec le vieux prétexte de la délinquance. L'Etat reprend le flambeau et les partis politiques ont déjà commencé à établir un plan de sécurité pour le quartier, qui comprend une plus forte présence policière et la vidéosurveillance.

Agences immobilières, policiers, politiciens, journalistes, banques... font partie du même système et oeuvrent ensemble à l'aggravation de nos conditions de vie déjà ignobles que le capitalisme nous impose. Il ne s'agit pas de défendre « le quartier » d'autrefois, ni de lutter pour un « quartier durable », mais de tenir tête aux projets imposés auxquels le pouvoir cherche à soumettre les exploités et opprimés, sans oublier que la ville et les quartiers ont toujours été des endroits conçus en fonction des intérêts du capital et de l'Etat.

Contre la spéculation capitaliste: action directe !

Pour l'anarchie!

[Traduit de l'espagnol de [Contramadriz](#), 28.12.2017]

france

Contre la « neutralité » des scientifiques

La science est un garant de l'ordre du monde. Je veux montrer ici deux traits récurrents dans le monde scientifique (mes exemples concerneront principalement la physique et les maths), qui contribuent à justifier un système global de production capitaliste et de contrôle social.

Pour une reprise en main collective des découvertes scientifiques, il est nécessaire de se garder de ces comportements.

L'hypocrisie

Le trait le plus visible est l'hypocrisie de certain.e.s scientifiques.

Celle-ci consiste à sanctuariser la science : en tant que scientifique, il serait mal venu de prendre parti, et l'on se place au-dessus des considérations partisans. Il résulte de cette posture que souvent les scientifiques servent de caution pour l'ordre actuel du monde.

Prenons deux exemples, parmi la [dernière promotion des nommé.e.s à l'académie des sciences](#)

Jean Jouzel : chercheur COPiste et expert non engagé.

Saclay, un matin de septembre. La salle Bloch est comble pour assister à l'exposé de Jean Jouzel, chercheur au laboratoire voisin des sciences du climat et de l'environnement.

Le séminaire porte sur les projections des hausses de température suivant les recommandations des précédentes COP. Jouzel étant membre du GIEC [1], il a participé à différentes COP —notamment la COP21— en tant qu'expert.

L'exposé est à la fois passionnant, rigoureux, et glaçant au niveau des scénarios de projections, même basses.

Cependant, politiquement c'est une autre affaire.

Quand il mentionne le rôle du GIEC aux conférences sur le climat, Jeannot nous dit que l'organisation se contente de donner des avis consultatifs, sans prendre parti. Et voilà bien le problème.

Jamais les alertes des scientifiques sur le climat (voir [l'appel de 15000 scientifiques](#) dernièrement par exemple) n'ont été accompagnées d'une quelconque remise en question du système de production capitaliste.

Se cachant derrière une pseudo-neutralité, tout aussi vaine que la neutralité journalistique, et se gardant bien de s'engager verbalement, iels participent tout de même aux mascarades planétaires que sont les COP, en valident les décisions et l'organisation (voir à cet égard les [multiples articles parus sur Paris-luttes](#)), faisant participer aux décisions les plus gros pollueurs de la planète.

« Certes, la planète a été détruite. Mais pendant une belle période, on a créé beaucoup de richesses pour les actionnaires. »

Le mal est double : non seulement les scientifiques restent passifs.ves dans la critique du système de production et d'exploitation, mais en plus iels sont une caution de ce système, et sont des éléments clés dans les opérations de greenwashing [2] de la part d'entreprises comme Total ou Areva.

Jean-Philippe Bouchaud : pour quelques dollars de plus.

Un autre exemple patent de cette hypocrisie est le cas de Jean-Philippe Bouchaud, physicien théoricien à

l'origine, et professeur de physique statistique à l'Ecole Polytechnique.

Désormais à la tête du hedge fund [Capital Fund Management](#) (attention, site type de start-up, en wall street



english qui disrupte mais ne veut rien dire), sis dans la cossue rue de l'Université, l'entreprise a un chiffre d'affaire de plusieurs milliards d'euros.

L'activité est assez classique pour l'époque : investir sur des marchés financiers prometteurs. La particularité est que des physiciens théoriciens —notamment des experts en matrices et marches aléatoires— appliquent leurs résultats issus de modèles physiques, pour réaliser les investissements les moins risqués, et le cas échéant les plus juteux.

Ce qui est fascinant dans ce cas, c'est d'écouter les conférences de J-P. La grosse marade vraiment.

A l'écouter, son hedge fund contribue à stabiliser la finance, à moraliser le capitalisme.

Et dans les faits, leur manière d'appliquer d'appliquer des résultats sur les matrices aléatoires par exemple, permet en effet de minimiser les risques de crise. Mais là encore, jamais un mot de critique des marchés financiers ou du système économique.

Au contraire, il permet de justifier les marchés financiers, en ayant une pratique soi-disant morale, tout en empochant de menus millions. Bah bravo Morray.

On a un site incompréhensible, mais on a mis une photo cool de légo sur un tableau, on sait s'amuser entre deux millions brassés.

Dans ces deux exemples, on voit que la mécanique de cette hypocrisie est assez maline, à vrai dire. En effet, lorsqu'on pense à « scientifique engagé », à « vision partisane de la science », on pense à l'obscurantisme de scientifiques s'arrangeant avec la vérité des résultats d'expériences. On pense aussi aux créationnistes, mélangeant croyance religieuse et science.

Dame ! C'est un repoussoir assez puissant pour pouvoir commodément se proclamer « hors/au-dessus de tous partis ».

Il y a confusion auprès du public entre l'interprétation politique des résultats scientifiques (qui est dangereuse en effet), et la vision politique de l'application de ces résultats.

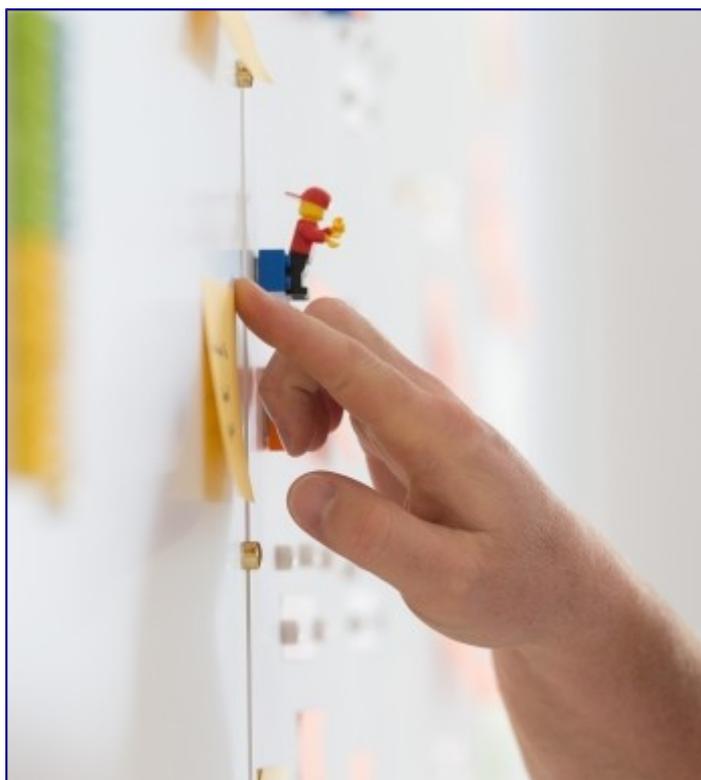
Ainsi, on peut prétendre améliorer la vie des gens, avec la bénédiction des institutions, sans jamais remettre en question le système économique mortifère dans lequel nous vivons. Exigeons donc des scientifiques une prise de position claire, afin de savoir ce qu'ils défendent.

L'aveuglement

Le deuxième trait est nettement plus diffus dans la communauté scientifique. Autant l'hypocrisie est surtout imputable à des pontes invité.e.s à s'exprimer publiquement, autant l'aveuglement est susceptible de concerner tou.te.s les scientifiques, et les exemples sont innombrables.

Nous vivons une période charnière concernant l'intelligence artificielle.

J'entends par là les changements conséquents sur nos vies dus aux récentes avancées dans le Big Data : le machine learning, le deep learning avec des réseaux de neurones multicouches, etc. Les applicatons sont



extrêmement diverses, il n'est pas question ici de les lister. Cependant, on peut dégager trois aspects fondamentaux de ces applications :

1. Elles sont lucratives, une bonne part des start-ups créées ces temps-ci reposent sur le Big Data, voir par exemple CRITEO, qui fait d'Internet une poubelle publicitaire.



Qu'est ce que c'est beau, j'veux faire ça de ma vie.

2. Elles vont dans le sens d'un contrôle social croissant (dernièrement, [la reconnaissance faciale dans les rues d'une ville chinoise](#) a défrayé la chronique, mais ce n'est qu'un exemple parmi d'autres).
3. Elles se font sans le moindre contrôle collectif, c'est-à-dire qu'elles ne découlent pas d'une volonté politique d'appliquer une découverte, mais au contraire elles forcent les gens à s'adapter à ces applications.

Ces aspects sont fondamentalement liés : si l'on contrôle/connait les désirs d'une population, on est plus à même de proposer des objets à lui vendre et gagner de l'argent.

Et tant mieux s'il n'est pas encore interdit de collecter moult données.

Il est entendu que les applications du big data pour le traitement des maladies cérébrales sont peu nombreuses. Il faut du biff.

Certaines applications sont flippantes : un projet de puce connectée au cerveau est en train de voir le jour à [Neuralink](#), une entreprise de ce philanthrope (lol) d'Elon Musk. C'est l'assurance d'aboutir à une société de contrôle total sous l'apparence d'une démocratie lénifiante.

Mais une flopée d'autres applications existent déjà, et sont déjà flippantes. Par exemple, la commande par le ministère de la défense d'algorithmes de reconnaissance d'image pour détecter des véhicules suspects.

On peut bien sûr lutter contre les créateurs d'entreprises ou les dirigeants d'institutions qui font cet usage néfaste des découvertes scientifiques.

Mais un maillon important de la chaîne est l'ingénieur.e qui le met en place. Tou.te.s ces scientifiques qui bossent dans des startups de targetting publicitaire, de reconnaissance faciale ou que sais-je, au motif que « mais tu comprends les outils mathématiques sont intéressants » (sic) et qui se lavent les mains de toute responsabilité derrière.

C'est ce qui constitue l'aveuglement des scientifiques, qui en fait des apprenti.e.s sorcier.e.s.

Ce second trait est plus difficile à combattre, étant plus répandu, et ayant pour lui des arguments du type « il faut bien que je mange ».

Soit, mais personne n'est obligé de fournir du travail qualifié qui accentue l'exploitation dans une société capitaliste et autoritaire.

[1] Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

[2] L'écoblanchiment, ou verdissage¹, aussi nommé greenwashing, est une expression désignant un procédé de marketing ou de relations publiques utilisé par une organisation (entreprise, administration publique nationale ou territoriale, etc.) dans le but de se donner une image écologique responsable. La plupart du temps, l'argent est davantage investi en publicité que pour de réelles actions en faveur de l'environnement. [Wikipedia](#)

Bure - Pluie de convocations et antirep

"INFORMATION IMPORTANTE À DIFFUSER TRÈS LARGEMENT

En septembre dernier le juge d'instruction de Bar-le-Duc a supervisé une série de perquisitions opérées le 20 septembre 2017 dans le cadre d'une commission rogatoire suite aux dégradations commises à l'Hôtel-restaurant du site de l'Andra à Bure durant la semaine d'action de juin 2017.

Dans ce cadre, des enquêteurs de la Section de Recherche criminelle de la gendarmerie de Nancy mènent une enquête poussée qui s'étend plus largement aux événements antérieurs de l'été 2016, des 23 et 30 janvier 2017, du 18 février 2017, de mai 2017, de juin 2017, du 14 juillet 2017 et du 15 août 2017 et sans doute davantage. Depuis janvier 2017, les convocations en audition libre se succèdent aléatoirement auprès de personnes dont les plaques d'immatriculation ont été relevées à l'occasion de ces événements, de personnes contrôlées ou conduites aux postes lors de contrôles routiers à différents moments de l'année, de personnes identifiées sur des photos, par leurs affaires perdues ou par des agents lors de journées de mobilisation, ou encore de responsables associatifs en lutte contre le projet CIgéo.

Nous avons de bonnes raisons de penser que ces convocations vont aller en s'intensifiant au cours de l'année 2018 et qu'elles visent, à travers des enquêtes préliminaires liées aux plaintes en série déposées par des responsables de l'Andra ou des poursuites engagées à l'initiative du procureur de la république, à nourrir une procédure bien plus lourde destinée à étouffer la lutte avec sa judiciarisation et une intimidation policière (déjà très perceptible sur le terrain avec une présence constante et des coups de pression de la part des gendarmes mobiles). L'association de malfaiteurs est un cadre judiciaire maintes fois décrit, flou, fondé sur du délit d'intention et nourri par des présupposés sécuritaires du ministère de l'Intérieur. Sous couvert de convocation en audition libre ou en qualité de témoin, il s'agit progressivement de nourrir un dossier inconsistant au départ à à charge à l'arrivée. La méthode éprouvée en d'autres endroits est perverse et épuise les énergies, suscite les peurs, dissocie les militant-e-s avant de faire tomber un couperet judiciaire de milliers de pages quelques années plus tard, en resserrant le champ sur quelques obstiné-e-s considéré-e-s comme responsables en fin de course.

Face à cette répression de basse intensité, il est essentiel d'être solidaire-s contre la volonté de scinder le mouvement par les menaces, l'intimidation, de montrer notre cohésion au-delà de notre diversité d'opinions et de pratiques. C'est en communiquant sur les convocations, en nous tenant informé-e-s les un-e-s les autres, en définissant collectivement nos lignes de défense et de résistance, en conservant notre farouche et joyeuse détermination à résister et en refusant de nourrir les fantasmes sécuritaires avec des déclarations en audition, que nous disperseront le fantôme d'une association de malfaiteurs, là où il y a surtout de notre part l'expression d'un furieux sentiment d'injustice et de révolte. Face une corruption organisée, institutionnalisée autour d'un projet radioactif qui progresse proportionnellement à l'omerta, la résignation et les mensonges scientifiques qu'il génère, nous ne nous laisserons pas atomiser, nous sommes nombreuses à vouloir vivre, créer et lutter ici, avec une vision politique et sociale qui va au-delà de la seule lutte antinucléaire !

Des chouettes hiboux de la legal team de Bure

AGENDA Un atelier d'autodéfense juridique face aux auditions aura lieu à Bure le 21 janvier dans l'après-midi à la Maison de Résistance, au lendemain de l'Assemblée de lutte du 20 janvier.

EN CAS D'ARRESTATION OU CONVOCATION Contactez arr@riseup.net

Si vous avez été contrôlé-e-s et/ou conduit-e-s au commissariat pour un délit quelconque autour de Bure

Si vous êtes convoqué-e-s, afin que nous en discutions ensemble plutôt que vous restiez isolé-e-s face à cela

Si vous avez été convoqué-e-s et auditionné-e-s par la police, pour que nous puissions déterminer ensemble des implications

Si vous êtes convoqué-e-s devant un tribunal, pour une assistance juridique"

Notes contre la prison - Antonin Bernanos



Cette intervention a été prononcée lors de la soirée Faire front dans le cadre du colloque Penser l'émancipation, à La Générale Nord-Est, le 16 septembre 2017.

Antonin Bernanos prenait la parole aux côtés d'orateurs issus de diverses franges du mouvement social, de l'antiracisme à la lutte contre la loi travail. Depuis lors, il a été jugé dans le cadre de l'affaire du Quai de Valmy, et incarcéré à Fleury-Mérogis pour purger une peine de 5 ans de prison dont deux avec sursis. Dans ce texte, il prenait appui sur ses 10 mois de détention provisoire pour engager une réflexion sur la prison et sur les stratégies de lutte contre la répression.

Mon intervention se situe dans une conjoncture d'intense répression et de frénésie carcérale de la part des tribunaux et de l'État, notamment à l'égard des militants. L'affaire de la voiture brûlée du Quai de Valmy, pour laquelle j'ai été mis en examen et suis en passe d'être jugé, est un cas, parmi d'autres, d'une criminalisation générale des mouvements sociaux et des syndicalistes de lutte. Dans un tel contexte, il est plus important que jamais que la prison soit saisie et pensée comme institution à part entière, et pas seulement, de façon abstraite, comme partie prenante de la « répression » des militants ; il est par ailleurs essentiel que cette réflexion soit menée et poursuivie à l'intérieur comme à l'extérieur du système carcéral.

En effet la prison, mise à distance au cours des dernières décennies, revient dans les parcours de lutte des différents acteurs du mouvement social (militants révolutionnaires, anti-autoritaires, antifascistes, syndicalistes, zadistes, ou encore au sein des luttes aux côtés des migrants ou contre les lois antisquat) ; la prison est en passe de devenir une méthode normalisée pour mater la contestation sociale.

Pourtant si les peines de prison semblent se banaliser pour les militants des différents champs de lutte, la question de sa légitimité, de son existence et du combat qui doit lui être opposé ne semble pas s'imposer comme une évidence.

Dans les franges autonomes les plus « radicales » jusqu'aux organisations réformistes les plus légalistes, la prison reste mythifiée, tenue à l'écart des luttes et, finalement, quasiment négligée. L'objectif de mon intervention consiste en deux points fondamentaux. Proposer de mettre le système carcéral en accusation, et de mener une réflexion sur la façon dont la prison pourrait entrer dans les mots d'ordres des différentes luttes en cours. L'idée à travers cette intervention, c'est aussi de poser une critique de la gestion de la répression de la part des différentes franges du mouvement ciblées par l'État, de réfléchir aux écueils mais surtout, de proposer des pistes de travail, non pas à interpréter comme un « mode d'emploi » mais bien comme des premières remarques à élaborer et perfectionner collectivement et dans le temps.

« L'affaire du Quai de Valmy », par laquelle j'ai été incarcéré 10 mois en détention provisoire, renvoie à un moment précis du mouvement social contre la loi travail : il s'agit d'un événement survenu le 18 mai 2016, en marge d'un rassemblement contre la « haine anti-flic » à l'initiative du syndicat de police Alliance. Un contre rassemblement avait été appelé par Urgence Notre Police Assassine – finalement violemment réprimé par la police ; une manifestation spontanée s'était élancée dans les rues de Paris au cours de laquelle une voiture de police a été prise à partie par la foule, et a fini par brûler devant les caméras de toutes les chaînes d'information. Je ne souhaite pas m'attarder ici sur le montage médiatico-politique de cette affaire, les nombreuses procédures illégales couvertes par la justice pendant l'instruction ou les différentes productions et tentatives de falsification de preuves que les prévenus et leur défense n'ont eu de cesse de dénoncer.

Face aux différentes vagues de répression contre le mouvement, on a vu ressurgir deux lignes politiques spécifiques. Une première ligne, dont je peux parler car il en a été question me concernant, consiste à dire « ce sont des militants, ils n'ont rien à faire en prison », « ce sont des syndicalistes pas des voyous », « ce sont des étudiants », « des manifestants politiques », « ils sont attaqués pour leur mode de vie, leur façon de penser » – le sous-entendu est bien souvent aussi simple que : « ce sont des petits blancs inoffensifs et pas des délinquants noirs et arabes ». Cette ligne peut, à mon sens, être tenue dans le cadre de la procédure pénale, mais devient vraiment problématique lorsqu'elle est utilisée dans le cadre de la défense politique, à l'extérieur des salles d'audience. Face à cette première ligne et à ses écueils s'oppose une autre ligne, plus radicale, qui consiste au contraire à effacer les différences entre les détenus, qui existent et sont parfois revendiquées (par les « prisonniers politiques » par exemple). Cette ligne consiste à affirmer que nous sommes « tous prisonniers de la guerre sociale, quels que soient nos chefs d'inculpation, il n'y a pas de prisonniers politiques, il y a des prisonniers tout court, etc. » Cette opposition entre deux voies, apparemment inconciliables, devrait pouvoir être dépassée en changeant un peu les termes du débat.

Je pense qu'il y a par exemple un travail à faire au sein des groupes militants sur la question de l'antirépression et notamment de sa déclinaison stratégique. En effet, la stratégie judiciaire n'est pas, et ne peut en toute vraisemblance pas se confondre avec une stratégie politique « antirep ».

Les procès tels qu'ils sont menés aujourd'hui ne sont pas des tribunes. Il est donc essentiel de distinguer deux choses : la bataille judiciaire et la bataille politique. Certes, les deux doivent être menées conjointement et dépendent de l'une et de l'autre. Mais il faut avant tout comprendre que la justice est « reine » en son royaume, et il est nécessaire de savoir décortiquer son fonctionnement. Elle utilise le temps comme une arme redoutable, ralentissant et prolongeant les procédures lorsque les inculpés, leur famille et les réseaux politiques sont dans la panique (refus de demande de mise en liberté, procédures pénales voire criminelles à rallonge, appel du parquet, mandat de dépôt renouvelé, cours de cassation, cours européenne, etc.), et est soudain capable d'accélération violentes, mais contrôlées, qui déstabilisent la défense (délai d'appel de quelques heures, dates annoncées soudainement, procès expédiés...). J'aurais donc tendance à penser qu'il est important de considérer l'antirépression dans la durée, et de la découper en plusieurs temps : tout d'abord, l'avant procès, avec des sous temps de mobilisation et d'accélération autour de demande de mises en liberté, d'interrogatoires, de

confrontations. Il y a ensuite le moment du procès. Dans cette séquence, les inculpés sont concentrés sur la stratégie judiciaire et, dès lors, les forces militantes et le soutien extérieur se doivent d'être les acteurs principaux d'une stratégie politique à la fois large, unitaire et qui accorde une spécificité à toutes les traditions politiques qui la constituent. Il y a enfin la phase de l'après-jugement, à partir de laquelle la bataille politique prime définitivement sur la bataille judiciaire.

La justice fonctionne aussi avec l'espace : la prison, lieu de torture, sas d'attente d'un temps arraché à l'individu, les salles d'audience, la salle de comparution, le bureau du juge d'instruction, celui du juge des libertés, du juge d'application des peines, celui des avocats ... Il est donc essentiel de fonctionner de la même façon, et de distinguer ce qui se passe à l'intérieur des espaces judiciaires, et ce qui se passe sur nos terrains : nos rues, nos espaces de vie, de travail, de lutte ...

Ces temporalités sont également importantes à distinguer compte tenu de la diversité des fonctions judiciaires et des institutions répressives : juge d'instruction, juge des libertés, juge de la cour, juge d'exécution des peines, juge d'application des peines ; et plus encore avec le nombre de fonctions de la magistrature, les experts, la psychiatrie – leur rôle consiste à enfermer le détenu ou futur détenu dans un dispositif lourd et complexe, tout en construisant un discours sur les faits, leur assignant des « labels » et, par là, les transformant (c'est la judiciarisation) ; du côté des institutions, on compte le rôle de plus en plus intense et crucial des médias, dont les vidéos sont notamment au service de la construction judiciaire des faits, mais aussi de leur spectacularisation, de leur criminalisation ; on compte évidemment avec la police, mais aussi le corps politique (à travers les prises de parole, les circulaires des ministres, les instructions du Garde des Sceaux, qui participent à renforcer la sentence et le dispositif répressif).

Donc nous, face à cette division du travail, de l'intérieur du système carcéral comme depuis l'extérieur, nous nous devons d'être stratégiques, de nous organiser aux côtés de groupes et organisations qui nous sont d'ordinaire étrangers, et de mobiliser des secteurs variés selon les nécessités du moment.

L'espace judiciaire reste un espace de droit, pas un espace politique en tant que tel. Des luttes s'y jouent et doivent s'y jouer, mais pour ce faire il faut accepter une partie des règles du jeu imposé par le rapport au droit, et donc penser tactiquement l'antirépression, lorsque l'on choisit de ne pas adopter une position de rupture face au système judiciaire.

Pourtant, je pense qu'il y a des choses essentielles dans cette fameuse ligne « tous prisonniers de la guerre sociale » : cela réside dans cette volonté de constituer un seul camp idéologique, une opposition conséquente à la prison. C'est d'abord refuser d'opposer les prisonniers politiques – qu'on s'évertue à présenter comme indûment victimes de la répression – et les prisonniers accusés de délinquance ordinaire (pour la plupart enfants de l'immigration ouvrière postcoloniale). Cette ligne s'avère donc précieuse, féconde mais aussi très insuffisante, en particulier parce qu'elle a tendance à désarmer dans la bataille judiciaire et peut-être et avant tout parce qu'elle nie un certains nombres de réalités essentielles pour comprendre le monde carcéral et l'institution judiciaire – et donc pour les combattre –, notamment en ce qui concerne les différences de traitement et de condition d'incarcération des uns et des autres.

En effet, au cours de mon expérience carcérale, j'ai été confronté à des réalités très différentes, à une diversité de situations qui ne peut se comprendre qu'en terme de facteurs sociaux, dans lesquels la classe sociale joue un rôle important (parce que la prison sert chaque jour un peu plus à enfermer les prolétaires), au même titre que le genre (on enferme principalement de jeunes hommes) ou que la race, au sens social du terme. Même si ce dernier concept reste polémique dans le monde militant, il est impossible de nier le rôle essentiel joué par la race quand on se trouve derrière les barreaux, prisonnier d'un monde presque exclusivement réservé à de jeunes hommes noirs, arabes et musulmans, auprès desquels viennent s'ajouter les roms et les voyageurs. Nier ces

différences et regrouper tous les prisonniers dans une seule et même catégorie, c'est aussi prendre le risque de nier des réalités plurielles et d'occulter une construction politique répressive qui s'élabore depuis des décennies dans les quartiers populaires à l'encontre des populations postcoloniales.

Ce qui est essentiel ici, c'est de comprendre que la progression de l'incarcération de masse des classes populaires, et majoritairement non blanches, ne peut se comprendre que dans une progression parallèle du chômage de long terme pour ces mêmes classes, dans ces mêmes quartiers. La logique de la Loi travail est bien simple : on propose aux classes populaires de faire un choix entre un chômage de long terme (qui conduit bien souvent à des incarcérations dans les quartiers, parce qu'il est synonyme d'une entrée dans la délinquance ou la criminalité) ou un travail ultra précarisé et libéralisé, dépourvu de toute sécurité de l'emploi et de sécurité sociale. C'est en comprenant cette situation que l'on se rend compte que l'incarcération reste la gestion par excellence des populations excédentaires, majoritairement non blanches, pour lesquelles les prisons sont construites, dans les périphéries les plus lointaines des centres villes, selon une logique de ségrégation spatiale imposée par l'État depuis la construction des grands ensembles destinés à ces mêmes populations. C'est à travers ce choix que le lien entre la répression et la précarisation est limpide : pour les classes populaires non blanches qui résident dans les quartiers, il s'agit bien de choisir entre la prison et la misère.

Il faut donc bien garder en tête que la composition de classe du prolétariat des métropoles et de leurs périphéries est complètement liée au passage par la prison. En réalité, il y a un continuum entre le travail légal précarisé, le travail informel, la prison (sans parler du semi-esclavage qu'est le travail en prison). D'ailleurs, à travers le contrôle judiciaire, les bracelets électroniques, les casiers judiciaires, les allers-retours en prison continuent d'accompagner les gens quand ils sont « dehors ».

Du coup, cette situation est à contraster avec l'emprisonnement des militants, dont nous parlions précédemment, qui est à considérer dans le cadre de l'escalade autoritaire actuelle. La prison n'est pas partie intégrante, pour l'instant, du rapport des militants au travail et à la précarité. Pour l'heure, cette escalade est selon moi principalement liée à la crise de l'État et des institutions de la Ve République. Dans les années 1980-1990, le projet néolibéral a tenté de produire le consentement des classes populaires et des classes moyennes en procédant par cooptation, compromis, intégration. C'est par exemple la création de SOS Racisme pour coopter une partie de la contestation non blanche ; ou encore l'institutionnalisation du féminisme ; c'est l'amnistie par Mitterrand des militants de la lutte armée ; c'est les tentatives de coopter les syndicats, de les faire négocier sur les retraites, sur les contrats de travail, sur la durée légale du temps de travail.

Aujourd'hui, avec Macron, on sent bien que le bloc au pouvoir veut réformer dans l'urgence. C'est un pouvoir qui n'a même pas la légitimité démocratique de façade compte tenu qu'il a été élu sur la base d'un référendum anti-LePen. Macron gouverne à base d'ordonnance, d'état d'urgence et pourquoi pas de 49.3. Dans ce contexte, il n'y a plus de place pour la cooptation, pour l'obtention d'un consentement, même minimal, à la précarisation. Du coup, le pilier de la politique de Macron, ce sont les instances régaliennes de l'État : la police, l'armée et les juges. Il est dès lors évident que tout ce qui peut mettre l'État en accusation, tout ce qui remet en cause les formes de contestation balisées, tout ça ne peut aujourd'hui que rencontrer la répression la plus brutale.

Dans cette trajectoire, il n'est pas du tout surprenant que l'extrême droite prenne une telle place dans le champ politique actuel et notamment au sein des forces de police et de l'armée. Quand l'hégémonie entre en crise, c'est là que l'extrême droite déclarée, officielle, peut porter secours à un bloc au pouvoir en mal de solutions autoritaires. Les exemples ne manquent pas : on peut penser aux différentes manifestations et agressions à l'encontre des musulmans parallèlement à la mise en application de dispositifs judiciaires justifiés par les attentats, dans le cadre de l'état d'urgence, ou plus récemment à la nouvelle croisade identitaire Defend Europe, à l'occasion de laquelle les fascistes européens se mobilisent aux côtés des grandes puissances européennes

pour défendre l'Europe forteresse. Je pourrais aussi citer les nombreuses menaces d'agression et de mort à l'encontre de ma famille depuis l'annonce du procès.

J'ai donc fait état de deux trajectoires bien différentes de la progression du tout carcéral aujourd'hui : d'un côté, la précarisation et l'enfermement des populations non blanches ; d'un autre côté, la nécessité d'écraser toute contestation non domestiquée aux « réformes » néolibérales. Ce sont des réalités bien différentes et il est illusoire de les gommer. Pour autant, remettre la prison au centre de notre militance c'est une des manières de construire un vrai « tous ensemble » contre la répression.

Cela implique que nous fassions un travail collectif. On ne peut plus se contenter de se demander : comment éviter d'entrer en prison ? C'est une question importante parce qu'il faut préserver nos vies et nos forces. Mais il faut commencer à, comme je le disais, démystifier la prison, en commençant par reconnaître qu'elle est parmi nous et qu'elle pèse sur nos luttes, directement. Par ailleurs, si on prend au sérieux la composition de classe du prolétariat de la métropole et de sa périphérie, et si on considère que nos luttes sont dirigées contre le travail et le salariat, alors on ne peut plus se permettre de parler de prolétaires sans réfléchir à la prison.

On pourrait s'avancer en disant qu'aujourd'hui, une telle centralité de la prison implique de repenser nos campagnes, nos mots d'ordre, dans différents secteurs du mouvement, à partir des technologies répressives. Le mouvement écologiste bute, avec brutalité, sur ces technologies, quand on pense à la mort de Rémi Fraisse ou encore à la bataille de la ZAD. Le féminisme, dans son renouvellement radical à travers l'intersectionnalité, l'afrofémisme ou les queers non blancs et non blanches, a par exemple, aux États-Unis, investi avec force les luttes anticarcérales. On peut le comprendre par la place et la problématique des trans incarcérés, et par la place des femmes noires dans les luttes contre l'incarcération de masse aux États-Unis. Plus généralement, les militants anticapitalistes gagneraient à renouveler la pratique de l'enquête militante, notamment concernant la prison.

Certains trouveront que ces appels à enquêter sur la prison rappellent fortement le Groupe d'information sur les prisons, notamment fréquenté par Foucault, mais pour échapper à la muséification des mouvements de lutte qui nous précèdent, il faut aussi que ces expériences résonnent avec nos propres pratiques. Je n'ai pas de solution clé en main, mais redonner à l'idée de l'enquête militante un potentiel subversif peut contribuer à tisser des liens entre les secteurs militants en dehors de la prison, les militants incarcérés et tous les prisonniers en général ; cela peut favoriser l'émergence d'un discours sur la prison qui sorte du simple constat qu'on pourrait qualifier d'humanitaire ; et ça peut enfin donner des outils non pas pour réformer la prison, mais pour penser son abolition, et trouver des formes de lutte, pour les prisonniers comme à l'extérieur, qui permette de rompre l'isolement, briser la stigmatisation, donner un écho aux luttes quotidiennes, individuelles et collectives déjà menées dans les prisons, et faire en sorte que le mouvement social fasse de cette question une priorité de premier ordre.

Montiers-sur-Saulx (Meuse) : L'ancienne gendarmerie ravagée par les flammes

Trente-deux pompiers sont intervenus à l'ancienne gendarmerie de Montiers-sur-Saulx pour venir à bout



d'un incendie qui a ravagé la toiture ce mardi matin. Les 800m² de toiture sont partis en fumée. Un incendie s'est déclaré ce mardi matin, avant 5h30, dans l'ancienne gendarmerie de Montiers-sur-Saulx. Le bâtiment en flammes, qui appartient au conseil départemental de la Meuse, servait de logement à une demi douzaine de familles de gendarmes avant sa fermeture il y a un an et demi.

La toiture est principalement touchée (les 800 m² ont disparu). [...]

Les sapeurs-pompiers ont attaqué l'incendie, avec notamment la présence de deux échelles, et l'ont maîtrisé vers 8 h. Ils vont rester sur place ce matin, voire cette après-midi encore pour s'occuper des foyers résiduels. Plusieurs équipes sont entrés dans le bâtiment pour vérifier qu'aucune victime ne se trouvait à l'intérieur.

Chinon (Indre-et-Loire) : La ville redécorée

La Nouvelle République / Lundi 8 janvier 2018

Dans la nuit de samedi à dimanche, la façade de la gendarmerie de Chinon a été taguée du slogan « Défenseurs de l'oligarchie » !

La veille, vendredi, les gendarmes avaient déjà constaté sur la façade de la mairie un tag « Joker » qui, rapidement enlevé par les services de la mairie de Chinon, a été réinscrit à l'identique dans la nuit de vendredi à samedi. **Cette même nuit, les agences d'assurance Generali et Macif avaient vu leur vitrine affublée du titre peu flatteur d'« escroc ».**

Patrouillant discrètement vers 3 h 30, dimanche matin, les gendarmes du Psig de Chinon ont surpris un individu de 19 ans, originaire de Chinon, une bombe de peinture à la main, à proximité du tag qu'il venait de terminer sur la façade de la caserne de la compagnie de gendarmerie de Chinon.

Interpellé, le jeune homme se révélait faire déjà l'objet d'une fiche de recherche pour une affaire de cambriolage sur laquelle enquêtait la communauté de brigades de Chinon. L'individu a donc été présenté à un officier de police judiciaire de cette unité qui l'a placé en garde à vue.

Ayant reconnu les faits qui lui sont reprochés, il devra se présenter à l'audience le 15 février, pour répondre du cambriolage en question ainsi que des multiples tags sur les bâtiments de la commune de Chinon. [...]

Gretz-Armainvilliers (Seine-et-Marne) : Le sabotage plutôt que le recours syndical !

Europe 1 / Lundi 8 janvier 2018

La société de transport Transdev a été la cible d'une attaque dans la nuit de dimanche à lundi sur son dépôt de Gretz-Armainvilliers, en Seine-et-Marne, selon les informations recueillies par Europe 1.

C'est vers 5 heures du matin que les employés ont découvert **les 35 autocars du dépôt vandalisés, leurs vitres brisées**. Aucun projectile n'a été retrouvé sur place, **les bus auraient été détériorés à coups de masse. Le préjudice est estimé à plusieurs dizaines de milliers d'euros.**

Cet acte de vandalisme intervient alors qu'un conflit social opposerait actuellement le personnel à la direction autour d'un projet de restructuration interne.

La Pays Briard / Lundi 8 janvier 2018

Mauvais départ pour le nouveau réseau de N4 Mobilités ! Alors que l'entreprise de transports appartenant au groupe Transdev déployait ce matin ses nouvelles lignes (A, B, C, D et E) les employés ont constaté que **32 bus du dépôt de Gretz-Armainvilliers avaient été dégradés dans la nuit**. Les pare-brise ont reçu un choc au niveau du conducteur. Conséquence : **aucun des véhicules impactés n'a pu sortir du dépôt** situé dans la rue Ampère ce matin, pour des raisons évidentes de sécurité. L'enquête est menée par le commissariat de Pontault-Combault grâce, notamment, aux vidéos de surveillance du site.

C'est à l'arrivée des chauffeurs ce matin vers 4 h 30 que ces dégradations ont été constatées. « On suppose que c'est un outil qui a causé ces dommages. **Sur le dépôt de Gretz, c'est 32 bus sur les 46 stationnés pendant la nuit qui n'ont pas pu sortir**. Ça a bien évidemment eu des conséquences sur le service », regrette Hervé Borowiack, le directeur de N4 Mobilités. **Les réseaux les plus impactés sont les huit lignes du réseau Sol'R** (majoritairement dans le Val Briard ainsi que Tournan-en-Brie et Ozoir-la-Ferrière), **ainsi que celles du réseau Arlequin et enfin la toute nouvelle ligne A**. Cette dernière, issue de la restructuration des anciens réseaux Sit'bus et Stigo, était lancée ce matin avec les autres (B, C, D et E).

« Il y a aussi eu un **grand impact sur les transports scolaires**, ajoute le directeur. Nous avons assuré ceux que nous pouvions, mais tous n'ont pu être desservis. On espère pouvoir rétablir le service demain matin. »

C'est le calendrier qui fait dire à Hervé Borowiack que « ce n'est pas un hasard ». En effet, constater de telles dégradations alors qu'un nouveau réseau est déployé le jour même fait s'interroger la direction de l'entreprise.

Dominique Doumé-Doineau, chauffeur de bus et délégué du personnel (CGT), va même plus loin : « *Pour moi, il ne fait aucun doute que c'est un salarié qui a fait ça. Avec le nouveau réseau de bus, les services de tous les conducteurs ont changé. Certains ont été bien servis, d'autres non. Je pense que c'est un chauffeur mécontent qui ne voulait pas retourner au travail dans ces conditions qui a fait savoir son désaccord de cette manière* ». Lui-même arrivé ce matin à 6 h 15 pour sa prise de service, il assure ne pas « connaître l'identité du responsable. »

De la nécessité de s'organiser sans mecs cis et d'inventer des espaces et pratiques de lutte qui nous soient propres

Les problèmes de virilisme fleurissant au sein du milieu militant, ceci est un appel à créer un véritable rapport de force face aux mecs cis, et à inventer nos propres pratiques de luttes.

2017 a eu lieu. Et 2017 a vu aussi beaucoup de meufs et de personnes non cis s'exclure des milieux autonomes, les problèmes de virilisme ne cessant de s'accumuler, achevant d'un goût amer l'euphorie du printemps 2016.



Il est temps d'arrêter de vanter l'extrême safitude de nos groupes affinitaires. Les rapports de dominations y restent omniprésents, et ne s'effacent pas au bon vouloir d'un discours collectif qui se veut dirigé contre les oppressions. Et malheureusement, faire de la pédagogie ne suffit pas, car souvent les mecs cis préfèrent fermer les yeux sur leurs attitudes problématiques et sur celles de leur potes. A force de répéter, clarifier les mêmes

choses, cela devient même épuisant et décourageant. Lorsque ces questions sont abordées par des militant.e.s au sein des groupes, elles sont souvent reléguées au second plan... Il paraît que ça casse même l'ambiance et la dynamique de lutte de s'attaquer aux problèmes de virilisme ! ...

Sérieusement ? Il va falloir attendre que toutes les meufs et les personnes non cis se cassent du milieu militant pour qu'il y ait vraiment une réaction ?

Cette difficulté à militer, en tant que meuf ou personne non cis, au sein des groupes mixtes existants pose la question d'une organisation sans mec cis. Il est nécessaire de se former un réseau pour créer un véritable rapport de force. En effet, le réseau occupe une place cruciale au sein des milieux autonomes. Or, ce sont les mec cis qui sont tenant de celui-ci, les meufs et personnes non cis se retrouvant la plupart du temps isolées au sein des groupes. Cette fragmentation de nos forces est un véritable obstacle à une réaction efficace face aux comportements virilistes.

Se créer un réseau solide est d'autant plus essentiel que le milieu militant compte aussi son lot d'agresseurs, de harceleurs, de violeurs. Les actes de ces derniers sont souvent minimisés, et ils continuent à venir en manif, aux soirées militantes... et y sont acceptés sans soucis. Cela n'est pas à questionner uniquement d'un point de vu individuel. On ne peut pas nier que cela relève d'une dynamique de groupe qui vise à protéger les agresseurs, en fermant les yeux devant leurs actes et en préférant considérer l'espace militant comme forcément safe à ce propos, car se réclamant du féminisme.

De même, qu'il est primordial de se forger un réseau, il est aussi capital de dépasser un certain nombre des formes de militantisme actuelles, qui sont celles la plupart du temps imposées par les mecs cis. Celles qui les renforcent donc dans leur rôle de dominants. Que ce soient les soirées militantes où fleurissent les comportement masculinistes, ou le cortège de tête, devenu le terrain de jeu de celui qui criera le plus fort et prendra le plus de place (une conquête du pouvoir en quelque sorte). Au contraire, en inventant nos propres pratiques, en constituant nos propres espaces, on se dote d'une dynamique visant à s'émanciper des cadres et règles tacites dictés par les mecs cis.

Ne limitons pas notre créativité ! Ne réprimons pas nos émotions et notre rage !

Photo : La rue ou rien - Marche de nuit féministe en mixité choisie (24 novembre)

Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne) : Vive le vandalisme au collège !

Le Parisien / mercredi 3 janvier 2018

Dans la nuit de lundi à mardi, la restauration scolaire et une salle du collège Georges-Brassens ont été détériorées. La rentrée des classes est maintenue au 8 janvier.

La série noire continue à la cité scolaire Georges Brassens de Villeneuve-le-Roi. Après la fermeture du lycée pour cause d'amiante dans une salle de classe en décembre dernier, c'est maintenant au tour du collège de faire l'objet d'actes de vandalisme. Et ce n'est pas la première fois. Vandalisé de manière récurrente, le collège, situé sur un site plutôt isolé, avait pourtant renforcé la sécurité ces dernières années avec un système de gardiennage et deux caméras de surveillance.



Dans la nuit de lundi à mardi, le principal adjoint du collège qui assurait la permanence, a découvert les dégradations des espaces de restauration scolaire. **Frigos vidés, murs tagués, portes fracturées**, le spectacle est « désolant », souligne Daniel Guérin, conseiller départemental (MRC) de Villeneuve-le-Roi, Ablon-sur-

Seine et Orly.

Pire encore, **une salle entièrement refaite à neuf en 2015, a été totalement dévastée.** « **Le faux plafond est détérioré, les tables renversées, les réseaux électriques et informatiques arrachés, le matériel informatique et de projection cassés** », détaille le conseiller. Pour autant, aucun vol n'a été commis. L'an dernier, d'importants travaux de rénovation des locaux avaient été lancés à Brassens.

Alors que l'estimation des dégâts reste indéterminée, le conseiller départemental parle, lui, de plusieurs dizaines de milliers d'euros. « L'urgence était de mettre tout en œuvre pour que la rentrée des élèves soit garantie. Grâce à la réactivité des services, tout devrait être en état de marche lundi prochain », rassure Evelyne Rabardel, vice-présidente du département en charge de l'Education. [...]

This entry was posted in [Brûle ton école](#) and tagged [Val-de-Marne](#), [Villeneuve-le-Roi](#). Bookmark the [permalink](#).

Lille et Reims : Gobee.bike fait déjà marche arrière

FranceInfo / mardi 9 janvier 2018

La société de location de vélos Gobee.bike a annoncé mardi, dans un communiqué envoyé à ses abonnés, le retrait de ses vélos dans les villes de Reims (Marne) et Lille (Nord), à cause des dégradations subies.

Quelques mois après son arrivée dans les villes de Reims (Marne) et de Lille (Nord), la société Gobee.bike décide d'y retirer, mardi 9 janvier, tous ses vélos en libre-service, selon *France Bleu Nord* et *France Bleu Champagne-Ardenne*. En cause, le vandalisme et les dégradations dont ces deux-roues ont fait l'objet.

« *Ces dernières semaines, le vandalisme et les dégâts causés à notre flotte ont atteint des limites que nous ne pouvons plus surmonter* ». Gobee.bike dans un courriel à ses utilisateurs.

« *Nous étions tout à fait conscients que nous devrions faire face à du vandalisme*, rappelle Gobee.bike dans un mail envoyé aux utilisateurs. *Nous étions prêts à prendre ce risque et investir nos ressources aussi bien financières qu'humaines ainsi que notre temps pour tenir le cap, pour vous offrir ce nouveau mode de mobilité* », poursuit la société de location. Dans ce courrier, les dirigeants expliquent ne plus pouvoir supporter « *ni le coût financier, ni le coût moral des réparations* ».

Contrairement à d'autres systèmes de vélos en libre-service, Gobee.bike permettait aux utilisateurs de laisser leur vélo où ils le voulaient. 500 vélos étaient disponibles à Lille depuis le mois d'octobre et 200 à Reims depuis deux mois.

L'Union Libre / Mercredi 3 janvier 2018

380 vélos hors d'état sur 400: à Reims, le vandalisme a eu la peau des Gobee bike

Selles disparues, rayons tordus, antivols arrachés, bécanes jetées dans le canal, incendiées, vendues sur le Bon Coin, etc. La nature des incivilités subies par les nouveaux vélos vert pomme est sans fin. Et les chiffres communiqués ce mercredi sont à peine croyables.

Selon l'entourage du maire, **presque tous les vélos mis en circulation début novembre ont été vandalisés.**

« *La quasi-totalité de la flotte est aujourd'hui à l'arrêt ou en réparation. À ce niveau, on est face à un phénomène de vandalisme organisé* », nous indique-t-on.

Gobee Bike a désormais deux options : soit remettre sur pied une flotte de vélos (ce qui a un prix), soit se désengager de Reims (ce qui serait désastreux en termes d'image). La réponse est attendue en début de semaine prochaine.

NdAtt. : Gobee.bike a fermé son service aussi à Bruxelles. En France, leurs vélos sont présents encore à Paris et Lyon. Allez, les vandales !!!

Oise : Les chasseurs, nouveaux auxiliaires de la gendarmerie

D'ici fin janvier, les Chasseurs vigilants devraient être opérationnels dans le département de l'Oise. Calqué sur le modèle des Voisins vigilants, ce dispositif inédit en France donnera à une brigade de 200 chasseurs un accès privilégié aux forces de l'ordre. « *Nous serons un peu les RG des campagnes* », sourit Guy Harlé d'Ophove, président de la Fédération des chasseurs de l'Oise, qui compte 18 000 adhérents.

Luc Vandenabeele, trésorier de l'association et président de l'association de chasse d'Anserville, près de Méru, est à l'origine de l'idée. « *Il y a trois ans, à la suite de vols sur nos parcelles, nous avons mené notre propre enquête, installé des caméras, explique-t-il. Cela a permis à la gendarmerie d'arrêter les auteurs, qui ont été condamnés.* »

Voitures abandonnées, dépôts d'ordures sauvages, braconnage, véhicule suspect... « *Et pourquoi pas aussi aider aux recherches des personnes disparues ? Nous sommes sur le terrain, nous pouvons rendre service,* poursuit Luc Vandenabeele. *Une fois, j'ai même retrouvé un coffre-fort volé en plein milieu d'un bois !* » En composant le 17 et en donnant un code d'identification, les Chasseurs vigilants auront un lien direct avec les autorités.

« *Il n'y a aucune confusion des rôles. On ne leur demande pas d'être gendarmes,* détaille le capitaine Eric Lecacheur, chargé de la prévention et du partenariat au groupement départemental de la gendarmerie de l'Oise. *En aucun cas, il ne leur sera demandé d'intervenir, sauf si c'est pour porter secours à une personne. Ils devront observer les faits anormaux, sensibiliser les promeneurs et nous alerter en cas d'urgence.* »

Un pis-aller au manque d'effectifs chronique qui touche les forces de l'ordre. « *Pour 687 communes, nous avons 1 119 gendarmes au lieu de 1 175 personnels initialement prévus* », précise le capitaine Lecacheur. Ce qui fait bondir la Ligue des droits de l'homme de l'Oise, qui demande au gouvernement de « *cesser la casse du bien commun plutôt que de faire insidieusement appel à une milice en tenue de camouflage !* »

Si certains chasseurs parlent d'acte civique, d'autres craignent les délations. « *Ce nouveau rôle va sûrement renforcer leur impunité dans de nombreux domaines. Pour moi, 80 % des chasseurs sont peu scrupuleux* », lâche un ancien agriculteur de 60 ans, témoin d'actes de braconnage par ses compères.

Mais la fédération des chasseurs se veut rassurante : « *Nous faisons un premier tri, puis c'est la gendarmerie qui sélectionne les candidats.* »

Première des conditions : ne pas avoir de casier judiciaire. « *Une personne n'a justement pas été retenue la semaine dernière à cause de ça, on ne va pas choisir n'importe qui !* » **Environ 400 chasseurs se sont portés volontaires, selon la fédération, et « 110 ont déjà été sélectionnés ».** Ils seront donc 200, dans un premier temps. « *Nous voulons couvrir toute l'Oise, assure la fédération. Un pour trois communes, c'est bien pour commencer, nous verrons ensuite s'il faut développer.* »

Les vigiles équipés d'armes à feu depuis le 1er janvier 2018

Le Point / Dimanche 31 décembre 2017

Les agents de la sécurité privée pourront être armés à partir de lundi avec le droit, très encadré et selon les cas, d'être dotés d'une matraque, bombe lacrymogène ou arme à feu, un changement « culturel et politique » dont se félicitent les professionnels du secteur.

Très attendu dans l'univers de la sécurité privée, le texte paru dimanche au journal officiel est la traduction réglementaire d'une disposition de la loi sur la sécurité publique du 1er mars 2017. Elle avait été votée sur fond de menace terroriste sous le précédent quinquennat et avait notamment assoupli les règles de légitime défense pour les policiers. Les agents de protection rapprochée pourront désormais être armés quand ils « *assurent la protection d'une personne exposée à des risques exceptionnels* », précise le décret.

De leur côté, les agents de sécurité privée ou vigiles pourront eux aussi être dotés d'armes de poing s'ils exercent leur activité dans des circonstances, définies par le préfet, qui les exposent à « *un risque exceptionnel d'atteinte à leur vie* ». Si tel n'est pas le cas et sous certaines conditions, ces agents pourront utiliser des armes non létales (« *matraques de type bâton de défense ou tonfa, matraques ou tonfas télescopiques ou les générateurs d'aérosols incapacitants ou lacrymogènes* »). Jusqu'à présent, seuls certains personnels comme les transporteurs de fonds pouvaient être armés.

Le décret conditionne l'armement des agents de la sécurité privée à un important volet formation. « *Cette évolution réglementaire marque un changement culturel et politique extrêmement significatif pour la sécurité privée* », a commenté le syndicat national des entreprises privées (Snes) qui dans un communiqué, évoque la « *levée d'une ligne rouge historique* ».

Le Snes, qui affirme néanmoins que « *la très grande majorité des agents de sécurité privée restera non armée* », souhaite que le changement « *obéisse à des règles qualitatives et tarifaires extrêmement précises et de nature à empêcher tout incident ou dérive* ». Selon le président de la Fédération française de la sécurité privée, Claude Tarlet, interrogé par l'AFP, « *il ne s'agit pas de confier demain des armes à 170.000 personnes sur le territoire national. (...) Le contrôle sera strict, les autorisations seront délivrées de manière très précise par les préfets* ». « *Il s'agit de missions très précises en lien avec des menaces jugées par l'Etat comme fortes (...) et au mieux les premières estimations par les services semblent indiquer que 1.000 ou 2.000 personnes seront concernées* », a-t-il ajouté. En février, lors des débats sur la loi sécurité publique, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDDH) s'était émue de cet armement des agents « *dont les modalités de sélection, de formation et d'encadrement (sont) très éloignées de celles prévalant pour les agents des forces de l'ordre* ».

Elle avait également critiqué l'absence de « *chaîne de commandement centralisé* » ou de « *déontologie* ». Selon la CNCDDH, « *un tel mouvement est propice à la banalisation d'une présence armée dans l'espace public, propre à modifier le rapport social aux armes* ». Le ministre de l'Intérieur Gérard Collomb a plusieurs fois rappelé la nécessité de **mettre en oeuvre un « continuum de sécurité » associant les forces de sécurité publique, les polices municipales et la sécurité privée**. M. Collomb avait déclaré début novembre vouloir nommer « *dans les prochains temps des parlementaires en mission* » afin de réfléchir à cette articulation lors d'« *états généraux de la sécurité locale* ».

La nouvelle loi antiterroriste adoptée cet automne a également permis une extension des rôles et missions des agents de la sécurité privée.

Celle-ci dispose en effet que des agents de sécurité privée habilités et exerçant sous l'autorité d'un officier de police judiciaire, peuvent participer à des palpations, contrôles et fouilles des bagages dans l'espace public, avec le consentement des personnes, à condition qu'un « périmètre de sécurité » ait été décidé par les autorités préfectorales.

De tels périmètres de sécurité réglementent l'accès et la circulation dans un périmètre donné, au regard du risque terroriste auquel le lieu ou l'évènement sont exposés.

Saint-Etienne : Sabotage contre l'augmentation du prix de stationnement

France Bleu Saint-Etienne-Loire / Lundi 8 janvier 2018

Les 22 horodateurs du Crêt de Roch ont été vandalisés à Saint-Étienne. Les fentes prévues pour l'introduction des pièces ou des cartes bleues ont été remplies de mousse polyuréthane expansive. Ce produit qui gonfle et qui durcit utilisé pour boucher des trous. Les horodateurs sont inutilisables. La Ville de Saint-Etienne a porté plainte et espère une remise en service des horodateurs le plus rapidement possible.



Dans ce quartier du Crêt-de-Roc la contestation contre le nouveau plan de stationnement est vive : ici de nombreuses places gratuites sont devenues payantes depuis le 1er janvier. Une pétition a été lancée par des habitants du quartier pour dénoncer cette nouvelle organisation.

Non,
L'extension du stationnement payant ne se fera pas!

Au 1er janvier 2018, la mairie a décidé d'élargir la zone de stationnement payant avec des arguments plus que douteux. En effet, il est mentionné par exemple que cette décision améliorera les conditions de stationnement des résidents...

Comment peut-on parler d'amélioration alors que les places dans le quartier du Crêt de Roch ont été par exemple vues à la baisse à cause de la délimitation des places payantes ? Pire encore, qui peut se satisfaire de devoir maintenant payer pour se garer près de chez lui-elle ? Alors oui, on nous vante la mise en place d'un abonnement. A combien ? 18€ par mois ? Presque le prix d'une assurance pour un véhicule motorisé.

Nous ne nous étendrons pas non plus sur le prix de la contravention qui passe de 17€ à 40€ (soit plus du double du prix) ni sur le fait qu'il faut maintenant communiquer sa plaque d'immatriculation à chaque ticket empêchant les habitant-e-s d'être solidaires lorsqu'un ticket est encore valable mais qu'il ne sert plus.

Mais les arguments ne s'arrêtent pas là. La mairie justifie cette extension en parlant de favoriser l'activité économique des commerces de proximité avec des stationnements à plus courte durée. On ne peut pourtant pas dire qu'entre Villeboeuf et le Crêt de Roch, ces quartiers soient riches en commerce de proximité. A la rigueur, la Fnac aurait eu ce rôle là pour le Crêt de Roch mais Mr Perdriau a sûrement dû oublier de penser à la question des commerces de proximité lorsqu'il l'a fait déménager à Monthieu.

Le dernier argument que la mairie utilise : « Meilleure répartition de l'espace public pour tous les usagers : voiture, vélo, véhicule de livraison, transport en commun, piéton... » ne veut absolument rien dire dans le contexte de l'extension des stationnement payants.

Stéphanois-e-s, soyons solidaires et contestons les amendes, signons les pétitions, sabotons les horodateurs, ne les laissons pas faire de notre ville la cité dortoire de Lyon, rappelons leur que le Crêt de Roch est un quartier populaire !

Début de travaux sous protection policière sur le parc éolien aveyronnais

Retour sur la journée du mardi 9 janvier 2018

[toutes les infos sur le blog du collectif](#)

Une rude journée de passée, deux pelleteuses et une broyeuse ont travaillé toute la journée sur le site de la première éolienne. Entre 80 et 100 gendarmes verrouillent le site, une partie en battle-dress quadrillent les bois. Un arrêté de la mairie interdit tout stationnement sur les routes qui entourent le chantier.

Le TGI de Rodez a pris une décision interdisant la pénétration d'un vaste périmètre (même pour les propriétaires des terrains qui se sont vu refuser l'accès et à qui on a dit qu'il devaient s'adresser au TGI). La violation de ce périmètre devient en soi un délit. Les journalistes de France 3 ont été contrôlés, la gendarmerie tentant même d'essayer de leur soutirer leur sources...

Mieux qu'à Flavin plusieurs barrages de contrôles routiers répétitifs jalonnent les routes de Saint Affrique à Nogayrolle et pour ceux qui vivent et travaillent dans les fermes environnantes jusqu'à 8 contrôles dans la même journée ont été relevés.

Malgré cela une douzaine de personnes ont réussi à parvenir sur le cœur du chantier et à déployer une banderole durant deux minutes avant de se replier.

Demain, mercredi 10 janvier, retrouvons nous à 13H30 place Foch à Saint Affrique pour se rendre sur le chantier tous ensemble.

Dans les jours qui viennent différentes actions seront menées soyez attentifs à vos courriels.

Honte aux entreprises et collectivités qui collaborent avec les promoteurs et destructeurs de notre territoire : l'entreprise Arles de Saint Rome de Tarn, le Maire de Saint Affrique Alain Fauconnier, la préfecture de l'Aveyron, le juge du TGI, Le Domaine de Nogayrolle...

Résistances et sabotages pour reprendre le slogan de Notre Dame des Landes !

Pas res nos aresta !

Manifestation contre les rafles de la police à la gare de Saint Denis !

Pour soutenir les vendeurs.ses de brochettes de la gare de St Denis victimes de harcèlement policier, une manifestation est organisée le vendredi 12 janvier 2017 à 17h.

Pour beaucoup de vendeurs et de vendeuses sans-papiers, la gare de Saint Denis est un point de repère précieux. Elle seule permet de gagner de quoi acheter à manger ou de payer un loyer, grâce à la vente de brochettes, de cigarettes, de maïs, de jus de bissap...

Mais depuis quelques temps, la gare est devenue aussi l'endroit de tous les dangers. Chaque jour, la police municipale et nationale viennent pour traquer les vendeurs, prendre leur argent et leur matériel, leur remettre des Obligations de Quitter le Territoire Français - ce qui signifie une expulsion au prochain contrôle de police.

Loin d'entretenir l'insécurité, ces vendeurs et ces vendeuses ne font que tenter de gagner leur vie dans des conditions difficiles. Leur présence jusque tard le soir rassure beaucoup d'habitants et d'habitantes, au moment de rentrer chez soi. Et où trouverait-on sans eux un repas chaud pour 1 euro, des cigarettes à un prix abordable ?

En plus de priver les habitants les plus pauvres d'une ressource irremplaçable, les rafles de la police préparent une transformation de la ville, une sélection sociale et raciale de la population qui vont continuer avec le Grand Paris ou les Jeux Olympiques de 2024.

Des vendeurs, des vendeuses et des habitant.es de Saint Denis ont déjà commencé à s'organiser ensemble contre ces rafles de la police : un premier rassemblement sur le parvis de la gare a eu lieu le 15 décembre, où nous étions nombreux et nombreuses réunies pour manifester notre colère.

Facebook : Chouettes Brochettes

Contact : chouettesbrochettes@netcourrier.com

iran

Iran: The Working Class Raises Its Head

from insurrection news worldwide dot com.

An analysis of the situation in Iran from an anarchist communist perspective.

After the “moderate” cleric Hassan Rouhani was re-elected in the Iranian presidential elections of 2017 his regime which had been pushing neo-liberal ideas continued

on the same course. The public health service has been slashed so much it hardly exists, and job and workplace security have gone. Many jobs are now precarious (short-term contracts etc.) whilst the professionals-doctors, technicians, etc. have seen their living standards pushed down drastically. Whilst the capital Teheran has been allowed to grow, many regional cities and towns have seen conditions deteriorate, and the same goes for provision to the various ethnic groups within Iran.

Many people have been forced to cut back drastically on foodstuffs they had previously considered as essential (dairy and meat products). Unemployment is rampant. There is a whole swathe of young people born in the 1980s, many of whom are college and university graduates who have not been able to get jobs, or if they have are earning very low wages. Unemployment runs at 40% or more among young people.

The past year has seen a number of low-key and little reported demonstrations, rallies and sit-ins. These include bus drivers supporting their independent organisations, pensioners protesting against increasing attacks on their allowances, teachers and nurses protesting against their conditions, and students opposing the privatisation of education.

Rouhani pushed a new plan for unpaid internships which was strongly opposed by students. A leading activist among the bus drivers was imprisoned and treated appallingly.



This situation was aggravated by the earthquake of November 12th. Those who survived were treated contemptuously by officials which brought a wave of widespread disgust amongst the Iranian population. This was further aggravated by the annual budget announcement of the Rouhani regime. Damage from the earthquakes ran at \$600 million but the government failed to provide a reconstruction programme, leaving this up to donations from individuals! On the other hand various propaganda bodies of the regime received a budget of \$15. Fuel prices were increased by 50%. No funds were provided for state construction programmes.

In addition to this there was a growing awareness of widespread corruption and embezzlement among officials of the regime.

Matters came to a head with the first protest in Iran's second city Mashhad on December 28th. This city is a stronghold of the mullahs and has been a tax haven for the regime's functionaries. At the same time has seen a huge growth of slum areas.

It seems that the initial Mashhad protest was set off by fundamentalists of the political establishment opposed to Rouhani's "reformist" line- that is in opposition to his opening up Iran to foreign investment and a comparatively softer line to the West. However the protests quickly spread from Mashhad to other towns and cities and took on a different character. Heavily involved in the protests were many young people, those between the ages of fifteen and thirty, with no jobs and no job prospects or in precarious work situations. The protests centred on economic conditions, the corruption of the elite and the budget. Initial slogans of "Down with high prices!" were soon supplemented by "Down with the dictator" and "Death to Khamenei"- Ali Khamenei, the Supreme Leader of Iran. In addition many were concerned about the regime's involvement in armed intervention in Syria and Iraq. This attempt by the regime to increase its influence in the region has resulted in growing anger about not just lives expended in these ventures but vast amounts spent on wars whilst poverty and unemployment increase dramatically at home. This resulted in another slogan chanted on the streets:" Forget about Syria- think about us!"

Another factor at play has been the threat of climate change with drought severely affecting crops. Two summers ago, the oil town of Bandar-e Mahshahr experienced a temperature of 163 degrees Fahrenheit. It is predicted that if worldwide emissions are not reduced drastically then by 2070 the Persian Gulf could experience temperatures impossible or humans to survive.

But the protests have been riddled with contradictions with politicians pushing bourgeois democracy attempting to hijack the protests, as well as supporters of the overthrown Shah and various reactionary religious currents. This was countered by many among the youth taking part in the protests. Reactionary slogans that appeared like "Neither Gaza nor Lebanon, I will die only for Iran" and "We are Aryans, we don't worship Arabs" were countered with "From Gaza to Iran, down with the exploiters". Other slogans referred to the setting up of people's councils and against the false division between reformist and fundamentalist tendencies of the regime.

Tens of thousands have taken part in protests and at least twenty one have been killed by the brutal security forces, and many arrested. The regime claimed victory, with General Mohammad Ali Jafari, leader of the Revolutionary Guards, a paramilitary force that has kept the regime in power for decades, saying "Today we announce the end of the sedition". However, since then protests have continued to break out.

The regime has attempted to blame the protests are being managed by the USA and its regional allies Israel and Saudi Arabia. Indeed Trump has tweeted his "support" for the protestors. The emergence of the Iranian working class in these protests contradicts all of this. Trump has overseen the rich in the United States being rewarded with huge tax cuts. To pay for this means huge attacks on health care, social security and other welfare benefits.

And of course there are the many allegations of corruption against the Trump regime. How different is the situation for American workers from that of Iranian workers?

Similarly Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu has praised the protestors. Again, how different is the situation of workers within the Israeli state when thousands have protested there against the corruption of the Netanyahu administration at the same time as the protests in Iran?

We also have “anti-imperialist” leftists chiming in, especially in the USA, implying the protests are manipulated by the CIA and tacitly supporting the theocratic regime in Iran.

For ourselves, as anarchist communists, we support the developing protests of the working class in Iran. Repression may temporarily stop this movement but it is a sign of the working class re-asserting itself as crises continue in all the political institutions around the world, including within the left parties. The 2008 financial crisis resulted in massive attacks on the working class around the world, attacks on pensions and social benefits, the slashing of public services, increasing divisions between rich and poor and a constant threat of war. Now these pressures are resulting in re-emerging revolts.

Finally, the 1979 revolution in Iran which overthrew the Shah saw huge demonstrations, the occupation of factories and the development of workers’ councils. It was thought impossible that such a heavily armed regime as that of the Shah could be overthrown, yet it happened. This was betrayed by the Stalinist Tudeh party, which had great influence among the working class. Tudeh’s decision to ally with the Shia cleric the Ayatollah Khomeini because he was seen as a progressive leader of a democratic revolution, enabled him to come to power. As a result Tudeh was silenced as were all left and progressive groups. The strong secular traditions in Iran were smothered. Khomeini recuperated some of the demands of the 1979 Revolution with pseudo-socialist rhetoric whilst at the same time calling for national unity and creating illusions in the common interests of the rich and poor.

Ayatollah Khomeini was a misogynist of the first order. The Family Protection Law enacted under the Shah’s regime was suspended and women once more were at the mercy of men within the family. The Islamic dress code was imposed on women including girls from the first grade in school. At first pushing for population growth, the regime later reversed this policy and brought in a highly successful family planning programme, which resulted in Iran having the lowest population growth in the region. The regime reversed this again when it cut off funding to the programme in 2012.

The marriage age for girls was reduced to puberty, the age of nine under Islamic law. Punishments of flogging, stoning and payment of blood money were introduced in 1981 for crimes like adultery and violation of the Islamic dress code.

Government funded day centres were closed down, making it difficult to stay in work.

Women had played an important role in the 1979 Revolution. Khomeini used cooption to tame this development. Women’s right to vote was retained as was right to run in elections and women served in government positions at a national and local level. However they were often demoted or dismissed or given early retirement from these positions.

During the first ten years of the theocratic regime, women in work fell from 13% of the population to 8.6%. The Iran –Iraq war meant that women came forward as nurses, doctors and in other support roles. Rafsanjani, one of the founders of the regime was able to mobilise women’s votes and portrayed himself as a comparative liberal as regards women’s rights. It was he who installed the family planning programme. These policies were continued under the next president Mohammad Khatami. With the coming to power of Ahmadinejad these trends were reversed. The family planning programme was closed down.

Under Rouhani a loosening of attitudes as regards dress code was allowed, but this was against the move by security forces to clamp down on any development of feminism. But now women are involving themselves in the protests. One brave woman removed her hijab during a recent protest and waved it around on a stick to protest the dress code. We hope this is a sign of things to come. A successful revolution in Iran depends utterly on the role of women within it. The liberation of women must be a major motif of that revolution.

The rule by mullahs has lasted almost four decades. It rests primarily on the subjection of women and of the working class. Next time the working class moves into action in Iran it has to sweep away the mullahs, be they “fundamentalist” or “reformist”.

italie

Italie : Brèves d’actions directes contre l’armée, les flics, les frontières...

Voici quelques traces d’attaques directes et de désordre en Italie contre diverses facettes de ce monde, qui ont pour la plupart eu lieu entre Noël et Nouvel An.

Turin, 1er janvier 2018: dégradations des voitures privées des flics de la mairie. Au cours de la nuit, plusieurs voitures personnelles des flics de la municipalité, garées via Bologna et reconnaissables par le coupon de la police municipale, ont été vandalisées: pare-brises cassés, rayures sur la carrosserie, sauts sur le capot. Il semblerait que deux personnes ont été repérées par les caméras de surveillance de la ville. Mais les deux avaient pris le temps de bien se dissimuler le visage avant d’attaquer, condition *sine qua non* pour se protéger un minimum de la répression). Pour un nouvel an joyeux et voyou !

[Source](#)

Milan, 1er janvier 2018: la presse locale nous apprend que cette année, « le Sapin de la Légalité », décoré par « L’association des Policiers Italiens de la Piazza Ferrara », au coeur de Corvetto, n’est pas apprécié: au cours de la nuit de la St-Sylvestre, un groupe de gens l’a livré aux flammes.

[Source](#)

Milan, 31 décembre 2017 : vers 21h, un cortège sauvage s’est formé et a déambulé autour de la prison de San Vittore. Quelques personnes de la manif ont posé plusieurs tags pour les détenus sur les murs de la taule et peu après, une des plus farceuses de la bande a introduit un puissant pétard dans la boîte aux lettres du local des surveillants de la prison: deux matons étaient présents, les rendant sourds quelques instants et nécessitant un contrôle auditif à l’hôpital. Ils en sont ressortis avec un arrêt de travail de 10 jours.

[Source](#)

Montichiari¹, courant décembre 2017 et début janvier 2018 : les journaux locaux nous apprennent que le monument à la gloire de l’armée des Carabinieri, édifié dans le parc « Caduti di Nassiriya », a été vandalisé à trois reprises en l’espace de moins d’un mois : **entre le 16 et le 17 décembre**, un tag disant « Carabinieri alla linea » est inscrit à la base du monument. L’action est revendiquée par des anarchistes. **Dans la nuit du 30 au 31 décembre**, la plaque de marbre en mémoire des Carabinieri est brisée. Enfin, **dans la nuit du 3 au 4 janvier**

2018, un tag disant « Parc Carlo Giuliani² – Flics assassins » est posé sur le monument. Apparemment, le système de vidéo-surveillance du parc ne fonctionne pas et il sera donc difficile de retrouver les responsables.

[Source](#)

Assemini (Sardaigne) et Cagliari : les incendies contre les complices de l'armée commencent à se faire sentir...

Peu avant Noël à Cagliari, un véhicule de l'entreprise VITROCISSET, un collabo notoire de l'armée, est parti en fumée.

Dans un article en date du 9.12.2017, la presse nous apprend qu'il y a eu plusieurs attaques incendiaires contre l'entreprise des frères Rubino (RubinoGru sas), une des sociétés sous contrat avec l'armée italienne. **Le 30 septembre 2017 à Assemini**, en Sardaigne, un des gros véhicules de la compagnie (une grue mobile) a été volontairement détruit par le feu. Les dommages s'élèveraient à plus de 10.000 euros. Les journaux ajoutent que cette attaque incendiaire n'a jamais été revendiquée, ni sur la toile ni auprès des médias. Cet incendie fait apparemment partie d'une longue liste de sabotages incendiaires similaires, puisque les journaux aux ordres des flics et du capital en évoquent d'autres qui se sont déroulés dans les semaines précédentes, s'élevant à plusieurs millions d'euros de dommages.

La Sardaigne est, depuis les années 50, un gigantesque champ d'entraînement militaire pour les armées des Etats. L'Otan et diverses armées du monde effectuent des essais militaires en Sardaigne, conduisant à un saccage en règle du territoire et à une pollution environnementale accrue. Depuis plusieurs années, divers groupes s'organisent pour lutter contre ces exercices militaires.



Un article de Courrier International en date du 08.09.2014 fait état d'un gigantesque incendie provoqué par un exercice de l'armée allemande: le 4 septembre 2014, « en milieu d'après-midi, un essai de tir de l'aviation allemande sur la base militaire de Capo Frasca (dans le Golfe d'Oristano sur la côte ouest de l'île) “a provoqué un important incendie qui a détruit 35 hectares de maquis méditerranéen de grande qualité”, rapporte *Il*

Manifesto. Le feu n'aurait été maîtrisé que dans la soirée. D'après plusieurs quotidiens italiens, la polémique a éclaté notamment à cause de la gestion catastrophique de l'incendie. Les militaires de la base auraient en effet refusé d'accompagner les équipes terrestres du corps forestier pour leur indiquer les zones à risque d'explosion, les obligeant à utiliser – tardivement – un hélicoptère.

[Source](#)

Saronno (Lombardie), nuit du 24 au 25 décembre 2017 : Tags contre la société marchande et la répression

Les journaux font part d'une balade particulière dans les rues commerçantes du centre-ville le soir de Noël. Plutôt que de laisser des cadeaux, les anonymes ont tagué des slogans contre la consommation et la répression. Parmi les magasins ciblés, on compte un « United Color of Benetton », dont ses vitres ont été taguées de slogans: « Assassins », « Santiago vit ! » et »Mort au capitalisme ».



« Abattons les frontières »



« Saccage le luxe »



« Contre l'Etat et le capital, je veux une mitrailleuse pour Noël »

NdT:

¹Ville et commune de Brescia, en Lombardie

²Tué par les forces répressives lors des émeutes contre le G8 à Gênes en 2001

Cremona, Italy – ENI petrol station attacked

In the night between 11th and 12th December we sabotaged an ENI petrol station in Cremona. A few petrol pumps out of use and a self-service pump no longer fit for use. We did it because the government rapes and abuses human beings in Libya on behalf of ENI. Moreover ENI devastates the world and collaborates with the construction of TAP in Salento. This is enough to destroy the deafening silence.

Translated by act for freedom now!

roundrobin.info

pays-bas

The Netherlands: New Year's Eve Solidarity Action at the Rotterdam / The Hague Airport Deportation Centre



On New Year's Eve around 20 people held a solidarity action at the Rotterdam/The Hague airport deportation centre.

While almost the entire country was celebrating the new year, hundreds of people are awaiting deportation just because they don't have the correct piece of paper. The prison next to the runway of Rotterdam/The Hague airport is one of the places where migrants await their expulsion. As a small gesture of support for the people on the inside and disgust for prisons and the world that needs them we held a solidarity action at 00:00 with fireworks, noise, slogans and banners.

Against a world of borders, prisons and authority. For freedom. For anarchy!

(via [Autonomen Den Haag](#))

[Add a Comment](#)

russie

Revendications du Groupe d'ouvriers anarchistes-communistes d'Ekaterinoslav

Compagnons ! Que notre première bombe nous apporte « l'esprit rebelle », ce sentiment sacré duquel surgira la flamme ardente de la révolution et qui allumera la haine dans vos cœurs ! Qu'elle rappelle à tous les insectes de bourgeois que vous, ouvriers, vous ne permettrez pas qu'ils s'imposent sans être châtiés ! Qu'elle soit un cri de guerre, l'appel à entrer dans la lutte anti-bourgeoise, dans la lutte de classe, l'appel à étendre la terreur économique et la grève générale révolutionnaire ! Mort à la société bourgeoise ! En avant au nom de la cause ouvrière, au nom de la révolution sociale !

Groupe d'ouvriers anarchistes-communistes

Ekaterinoslav, 5 octobre 1905.

À tous les travailleurs,

Après un silence obstiné, la dynamite a parlé, défiant l'autorité et le capital. Le premier avertissement est lancé, sans phrase forte, ni sentence, mais dans une langue simple et claire. Les vampires du travail doivent bien comprendre qu'à partir de maintenant leur festolement perpétuel est troublé une fois pour toutes. Que toujours, où qu'ils aillent, la main de l'anarchiste vengeur sera suspendu au dessus d'eux, comme l'épée de Damoclès toujours prête à trancher, pour les prendre par surprise dans un agréable banquet, dans un club, un restaurant ou dans les rues pleines de gens, dans leurs voitures, dans un train, dans une réunion, durant leur service ou dans leur propre maison. Ils ont joui de trop de tranquillité, ils ont trop usé les nerfs du prolétariat et sucé son sang. Le temps de payer est arrivé. Gloire aux lutteurs qui combattent ces hyènes maudites, les arrachant du cou du peuple ! Qu'elles sachent que nous ne parlerons avec elles que dans une seule langue, celle de l'attentat, et que l'unique demande que nous enverrons sera de la dynamite. Et cela où qu'elles soient, assises dans leurs bureaux de banques, en réunions d'actionnaires, en conférences entre industriels ou au parlement. Nous les avons vu, les assassins du prolétariat, quand ils se riaient de notre « simplicité mentale » ou de notre crédule docilité. Nous nous souvenons qu'eux ont été sourds et muets face à nos besoins. Nous savons qu'en réponse à une grève

pacifique, ils ont mis à la porte 1000 ouvriers des usines Ezau et Construction de Machines, les jetant à la rue, affamés et au chômage. Compagnons ! Assez d'oppression et d'humiliation ! Répondez à la violence par la violence et vous verrez que c'est la seule langue que la bourgeoisie comprend. Aucun négociateur, aucun appel au « sentiment humanitaire », aucun politique, aucun gouverneur, aucune grève pacifique, aucun contremaître ne vaut quelque chose. Tous vivent du sang des ouvriers. À bas tous ces gens ! Laissons les travaux si civilisés et cultivés et commençons la lutte contre la bourgeoisie. Nous savons que c'est seulement en démolissant ses piliers que nous nous libérerons. Dans nos actions pacifiques, lorsque nous avons marché à mains nues, nous n'avons reçu que des coups de feu ; Pour avoir participé à des grèves économiques, nous avons reçu des licenciements. Nous préparons une grève générale armée, violente, dirigée contre tout le système bourgeois. Nous développerons la terreur économique, individuelle ou de masse, frappant les bourgeois et leurs lèche-culs ! Nous avons beaucoup appris de la vie. Elle nous a montré dans toute sa nudité l'inimaginable exploitation capitaliste. La vie elle-même a démasqué l'État et le capital. Elle, qui nous a laissé des blessures ouvertes, nous a aussi ouvert les yeux. Nous avons compris que seul le peuple travailleur lui-même peut s'occuper de lui. Nous sommes allés combattre. Fatigués, amoindris par la faim, après la guerre et la crise, ils nous ont envoyé à la katorga [*bagnes tsaristes situés en Sibérie et dans l'extrême-orient russe*], entourés de soldats. Nous avons enfin compris ce que nous devons faire.

Que les pionniers de la lutte attaquent les rassasiés ! Que la répression populaire commence ! Que les voix des nouveaux héros, pas si nombreux, s'unissent aux cris de Ravachol, Vaillant, Henry et Farber [1] ! Que les actes individuels, peu à peu, deviennent un torrent de révolution qui rase les restes de la société bourgeoise ! En avant ! Luttons !

Rappelons nous, frères ouvriers, que nous devons répondre à la violence des dirigeants et que déjà des anarchistes-communistes ont protesté en lançant une bombe contre un bourgeois.

Groupe d'ouvriers anarchistes-communistes

Ekaterinoslav, mi-octobre 1905.

[Extrait de [De la Russie à l'Argentine, Parcours d'un anarchiste au début du XXe siècle.](#)]

[Let's block ads! \(Why?\)](#)

suisse

Lugano, Suisse : Manif contre le racisme, le fascisme, le capitalisme et toutes les frontières

Ce samedi 23 décembre 2017 à Lugano, environ 50 personnes ont pris part à une manifestation non autorisée « contre le racisme, le fascisme, le capitalisme et toutes les frontières ». Sur la banderole de tête était écrit « Contre ceux qui veulent écraser les âmes en révolte (A) ». La déambulation à travers le centre-ville est restée assez calme dans l'ensemble mais il y a eu quelques actes de vandalisme, comme par exemple des tags. Le texte d'appel à cette manif s'insurge en partie contre la militarisation des rues et des frontières. Il commence par ces quelques mots: « Nous ne cherchons pas la paix – Contre la guerre et le racisme, révoltons-nous ! »

[Traduit d'un bref résumé de la presse par [Aus dem Herzen der Festung](#)]

Bâle, Suisse : Quelques bonnes résolutions pour 2018 !

Bâle, Suisse : Vitres en miettes pour le Pôle Emploi

Celui ou celle qui ne se laisse pas suffisamment exploiter est isolé et subit de plus en plus de pressions.

Les allocations chômage ou autres prestations sociales ne sont accordées qu'à celles et ceux qui se soumettent: au moyen de sanctions et de mesures disciplinaires, les gens sont surveillés, humiliés et contraints à accepter des tafs précaires.

L'augmentation de la « flexibilité » et « l'auto-optimisation » signifie d'un côté l'augmentation des profits pour quelques un.e.s et d'un autre côté des contrats de travail précaires pour la majorité. Le fait que les gens sombrent dans la dépendance financière est attribué à tort à l'échec individuel. Cela rend la critique fondamentale et la résistance difficile.

Par conséquent, nous avons détruit les vitres de l'entrée de l'agence pour l'emploi de Kleinbasel [1] tard dans la nuit de la St-Sylvestre.

Nous espérons que cette action redonnera le sourire à quelques personnes dans les prochains jours.

Pour une nouvelle année combative !

[Traduit de Barrikade.info, 2. Januar 2018]

Bâle, Suisse : Attaque à la peinture d'un comico à Kleinbasel

Puis ces putains de flics se pointent partout tout le temps, nassent et dispersent les manifs [2], expulsent les squats et qu'en général leurs existences misérables nous mettent en rage, nous avons balancé sur leurs murs des voeux colorés de bonne année!

[Traduit de Barrikade.info, 2. Januar 2018]

NdT:

[1] Il s'agit de la partie de la ville de Bâle située à droite du Rhin.

[2] il y a ici une référence au contexte local, à savoir l'appel à une manifestation contre la répression (militarisation croissante des rues, multiplication des yeux de l'Etat, etc...) organisée samedi 23 décembre dans le centre-ville de Bâle: [près de 150 personnes](#) ont répondu à l'appel. Mais le cortège a été rapidement nassé par les flics au bout de quelques minutes.



tunisie

Tunisie : La révolte contre la misère s'étend à travers le pays

Depuis quelques jours, la révolte gronde un peu partout en Tunisie. Des milliers de personnes sont descendues dans les rues, sous le mot d'ordre « Qu'est-ce qu'on attend? », après l'entrée en vigueur au 1er janvier de la hausse de la TVA [1], une des nombreuses réformes d'un plan d'austérité. Ces dernières réformes viennent s'ajouter aux conditions de survie merdique et à une misère toujours plus dévastatrice.



D'après ce que rapporte la presse, la révolte se serait propagée comme une traînée de poudre ce lundi 9 janvier 2018, partout dans le pays. Saccages de bâtiments administratifs et de commissariats, pillages de magasins et affrontements avec les larbins du régime se sont poursuivis mardi soir.

Dans la soirée de lundi, et ce jusqu'à 4h du matin, des révoltes ont éclaté un peu partout dans le pays, que ce soit à Ettadhamen, Intilaka, La Mannouba, le Kef, Kasserine, Gafsa ou Kébili... des affrontements ont fait rage entre flics et émeutiers ce lundi.

Au lendemain de cette nuit agitée, le porte-parole du ministère de l'Intérieur, khelifa Chibani a fait savoir que **deux voitures administratives appartenant aux unités sécuritaires ont été incendiées, outre pillage du magasin général et actes de vandalisme à la cité d'El Intilaka et Ettadhamen, saccages des postes de police à El Battan relevant du gouvernorat de La Mannouba, pillage de la recette des finances à El Gtar**

(Gafsa), pillage de la fourrière municipale à la cité El Bassatine à Kasserine et vol de 34 motos, et attaque de deux agences bancaires.

Une importante quantité de tabac, et des aliments ont été également dérobés. **Des documents dans plusieurs institutions publiques sont aussi partis en fumée. Le délégué d'El Mnhla, un agent de la garde nationale, deux policiers et un chef du district de sûreté nationale à Kasserine ont été pris pour cible et blessés, tout comme trois autres agents de sécurité à Tebourb, qui ont été attaqués à coups de cocktails Molotov et de pavés.** Dans la soirée, un manifestant a été tué par les flics: il s'appelait Khomsi el-Yerfeni, il était chômeur, et selon plusieurs témoins, il serait mort après avoir été percuté intentionnellement par une voiture de police. Cette version est démentie par le ministère de l'Intérieur tunisien, qui parle lui dans un communiqué d'un décès par asphyxie pour cause d'asthme. En effet, des manifestants affirment qu'il serait décédé asphyxié par les gaz lacrymogènes.

Le lendemain, mardi 9 janvier, la soirée a de nouveau été émaillée d'émeutes dans de nombreuses localités (à Jedaïda, dans le gouvernorat de La Manouba, ainsi qu'à Gafsa (sud), Tebourba, Kasserine et Jelma, localité proche de Sidi Bouzid, d'où était partie l'insurrection de 2010). Dans ce contexte insurrectionnel et du fait que les émeutes se



propagent, le gouvernement a fait appel à l'armée: flics et militaires sont désormais déployés en nombre devant les institutions publiques afin d'assurer leur protection. Mais cela n'a pa suffi: à **Jedaïa, des émeutiers ont pris d'assaut la fourrière municipale pour y récupérer plusieurs motos confisquées par les autorités. Les autres véhicules se trouvant dans le même endroit ont tous été saccagés.** Par ailleurs, d'autres manifestants ont tenté de bloquer la route nationale numéro 7.

A Gafsa, un pompier a été blessé au niveau de l'œil droit. Il a reçu de plein fouet une pierre, alors qu'il tentait de s'opposer à un sabotage incendiaire des flux: il tentait d'éteindre le feu qui a été mis dans plusieurs roues par des manifestants. Les roues en question étaient placées au niveau du passage à niveau entre les chemins de fer et la route nationale numéro 15 reliant Gafsa et Gabès. L'agent a aussitôt été transféré à l'hôpital régional Houcine Bouzaïene de Gafsa.

A Jelma, des insurgés ont attaqué le commissariat, en tentant d'y mettre le feu.

Plus au Nord, à Sousse, des groupes de jeunes ont procédé au blocage du rond point de Sidi Abdelhamid et celui de Kouchet El Bilik. **Le poste de police de Bouhsina a été pris pour cible avec des jets de pierres,** tandis que d'autres émeutiers ont tenté de forcer l'entrée du centre commercial de Khezama, bien gardé par les forces de sécurité.

A Korba (gouvernorat de Nabeul), les forces de l'ordre ont été attaquées à coups de pierres, qui ont répliqué à grands renforts de lacrymo.

On signale, également, le début des hostilités à Testour, relevant du gouvernorat de Béja. De fait, l'accès à la route nationale numéro 5 a été complètement bloqué par les protestataires qui ont mis le feu à plusieurs roues. D'autres délégations de Béja ont aussi été le théâtre d'affrontements: **à Nefza, la fourrière municipale a été prise d'assaut par des groupes de jeunes en colère qui ont réussi à reprendre ce qui leur avait été volé. Ils y ont ensuite mis le feu, pour ensuite forcer l'entrée de la recettes des finances et l'incendier. De plus, un poste de police avec des agents retenus à l'intérieur a été incendié.**

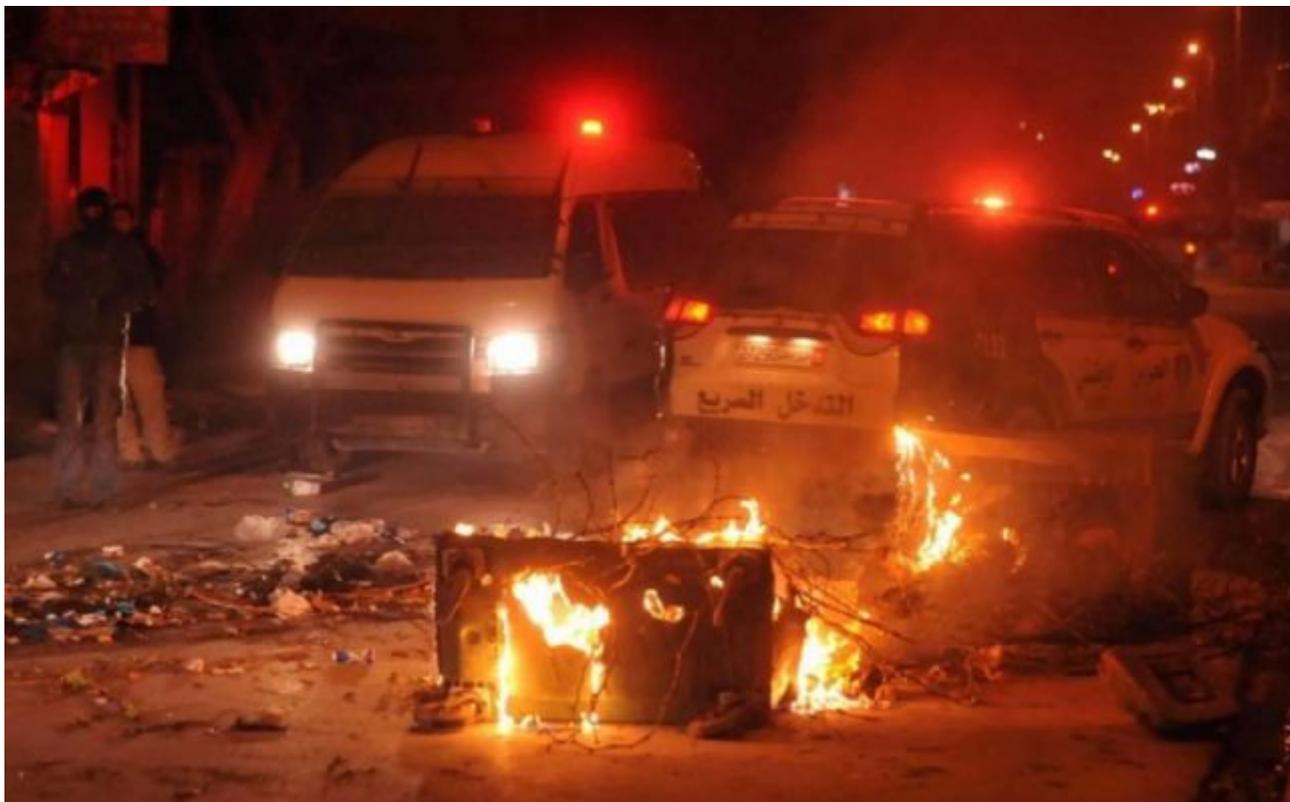
A Yasminet (Ben Arous) et à Tunis, des insurgés ont pillé et saccagé un magasin ‘Carrefour Market » malgré les dispositifs policiers importants. A Yasminet, il y a aussi eu une tentative de forcer un dépôt de la douane.

D’après le ministre de l’intérieur, 44 personnes ont été interpellées lors de cette deuxième nuit. Sur ces deux nuits de révoltes, 49 policiers ont été blessés et 206 personnes impliquées dans les émeutes ont été arrêtées à travers le pays.

La crainte du pouvoir tunisien de voir la situation devenir incontrôlable est palpable: si le recours à l’armée nationale l’illustre parfaitement, il est important de mentionner le communiqué de presse du parti islamiste Ennahda qui, rappelons-le, est au pouvoir [2]. Dans un communiqué de presse publié mardi soir, le parti religieux dénonce « tout mouvement anarchiste » qui s’attaque à la propriété, à l’Etat et à ses larbins en uniforme. Il évoque notamment « l’obstination de quelques individus à semer l’anarchie » et « quelques actes décrits comme « gauchistes » à éviter impérativement ».

Pourvu que l’anarchie se répande...

Solidarité avec les insurgés !



[Reformulation de la presse tunisienne par Sans Attendre Demain]

Note:

[1] Ces hausses de prix ont notamment impacté en priorité les produits de première nécessité comme la bouffe, mais aussi les carburants, les services de téléphonie et d’accès à Internet...

[2] Depuis août 2016 et la formation du gouvernement de Youssef Chahed, du parti « Nidaa Tounes » (sociaux-libéraux), on compte trois ministres du parti Ennahda (aux ministères de l’emploi et de la formation professionnelle; de l’industrie et du commerce et Technologies de l’information et de l’Économie numérique).

Trois autres sont secrétaires d'Etat. Lors des dernières révoltes massives qui ont secoué le pouvoir tunisien, les locaux d'Ennahda ont été attaqués à plusieurs reprises partout dans le pays.

usa

[Gentrifying Businesses Again Targeted in Atlanta's Cabbagetown Neighborhood](#)

The post [Gentrifying Businesses Again Targeted in Atlanta's Cabbagetown Neighborhood](#) appeared first on [It's Going Down](#).

Stock photo from [Williamsburg Observer](#)

The following communique was sent anonymously to *It's Going Down* and we reprint its contents below.

The communique reads:

On the night of January 6th, we smashed out all 3 of the remaining windows on Sock Fancy, the self-proclaimed "awesomely random sock shop" in the Cabbagetown neighborhood of Atlanta.

This is the [second time](#) in just over 2 months that Sock Fancy has had their windows smashed out. Still to this day, Sock Fancy has yet to repair their window from the last attack. The veneer of their shop has been boarded up for almost two months. Sock Fancy is a small part of a larger trend of gentrification in the Cabbagetown neighborhood. We do not care if this business is 'local' or not, since it caters to an audience of milquetoast hipsters that are nowhere in the world.

While more and more shops, boutiques, coffee shops and condos are built in this former working-class neighborhood, rent prices sky rocket and those who are less fortunate are forced to move elsewhere. At the same time, the Georgia State Police harasses houseless people, [denies them free food](#) and tries to kick them out of public parks. All the while, Amazon speculates on making Atlanta the home of its second headquarters, a move that would restructure the city and make it entirely uninhabitable and unaffordable.

With this small action we hope to send a firm statement to all gentrifying businesses that have their sights set on Atlanta: Atlanta is not a stable environment for your business. Our city has a strong history of resistance to gentrification and capitalism. A history that includes blockading highways and setting fire to train tracks, storming airports and tearing down white supremacist monuments. You will not be welcomed here, you will be run the fuck out. Trust us, you ain't seen nothin yet.

"We don't beef on social sites, we just hit our targets"

– Some spirits of the night